Vol 17 # 47 • Du 22 au 28 Mai 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE CPT SOUS LES AILES DU BINUH !



Voir page 3

Les membres du Conseil présidentiel de Transition (CPT), le jeudi 16 mai 2024, posent avec la cheffe du Binuh, Maria Isabel Salvador

RÉÉLECTION DE ABINADER : QUELLE CONSÉQUENCE POUR LES MIGRANTS HAÏTIENS ?



Voir page 4

Le 19 mai 2024, le président sortant Luiz Abinader a été réélu au premier tour de l'élection présidentielle de la République dominicaine







Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

La gauche haïtienne d'aujourd'hui, est-elle anti-impérialiste ou non ?

Par Berthony Dupont

Nous ne sommes pas les mieux placés pour diagnostiquer ou faire la radiographie de certains courants ou individus politiques qui se réclament de la gauche et qui, un certain temps, représentaient le camp de la lutte de classe, du changement révolutionnaire. Mais puisqu'il s'agit d'une cause nationale, même sans autorisation, nous décidons de partager nos points de vue. La flamme de la gauche haïtienne est-elle éteinte ou bien d'autres objectifs de l'ordre établi priment-ils sur elle ? Ce n'est pas parce que nous voulons mettre à jour une vérité, démasquer ou déconstruire un mythe ou révéler la face cachée de certains fossoyeurs politiques que nous sommes en train de poser cette question. Le contexte et la conjoncture nous y obligent.

En effet, c'est la réalité du moment qui nous a conduits à ce questionnement. Concrètement, il y a longtemps depuis qu'on a constaté l'absence d'un vrai interprète des désirs et des aspirations du peuple haïtien au niveau organisationnel. Si l'on juge les hommes à leurs œuvres, nous pouvons dire, qu'il y a longtemps que la lutte des masses est orpheline d'un leader charismatique, d'un guide valable, d'un porte-parole crédible et reconnu capable d'approprier les revendications profondes des classes laborieuses pour leur donner plus d'échos et de lisibilité. Pourtant, il y a une panoplie d'organisations et de partis de gauche par surcroit révolutionnaire fonctionnant à l'intérieur du pays et même à l'extérieur.

Être de gauche n'est-ce pas être prêt à se sacrifier pour une Révolution politique et sociale, en clair, prêt à mourir pour ses convictions idéologiques et philosophiques ? Justement, le peuple haïtien a su, hier et aujourd'hui, faire montre d'un anti-impérialisme perspicace, démontrant qu'il a foi dans ses convictions révolutionnaires et progressistes. Qu'est-ce qui a changé quand certains militants de gauche n'ont plus le courage de prendre les risques de rejoindre la lutte et d'accompagner ce peuple ? Au lieu de mobiliser les masses ouvrières, les guider dans un grand combat pour le changement, certains se complaisent des directives venues de l'extérieur et s'adonnent à la prière impérialiste pour exaucer leurs besoins ou leurs vœux.

En Haïti, il y a longtemps qu'on n'a pas lu un grand texte fondamental d'envergure, traduisant une position de principe et d'orientation, de repère et d'engagement pouvant permettre à la gauche haïtienne en général et aux masses populaires en particulier d'ouvrir leurs yeux, et leurs oreilles afin de parvenir à transformer non seulement la société, mais leur mentalité pour devenir des êtres humains nouveaux, pas des loups pour leurs prochains. D'autres, par manque d'arguments pour soutenir leur cynisme et leur position démagogique, préfèrent se réfugier dans la polémique stérile, à la guerre des ego pour éviter d'aborder les questions de fond.

Fiers et contemplatifs devant la débâcle politique, économique et sociale des élites, certains de ces membres sont devenus propagandistes du discours des puissances dominantes. Dépourvus de toute faculté pour comprendre, ils confondent divergences, désaccords politiques et conflits personnels. Selon eux, adversaires politiques signifient automatiquement peine de mort, haine, allant même jusqu'à rompre tout contact avec autrui. Alors que, c'est un droit que nous avons d'avoir des idées contradictoires sur un sujet quelconque.

Se réfugier dans des actes de sabotages et n'acceptant pas la contradiction sont propres aux régimes macoutiques réactionnaires. De telles actions n'ont rien à voir avec la notion de démocratie, voire des pratiques d'une gauche révolutionnaire.

Comment donc expliquer que cette gauche, si elle existe toujours, soit à travers le pays ou ailleurs, ait fait le silence de mort sur les nouvelles exactions néocoloniales d'occupation et d'établissement d'une base militaire de l'impérialisme américain en Haïti ? Aucune manifestation patriotique, aucune note de contestation ou de protestation pour dénoncer l'impérialisme contre cet acte de mise sous tutelle étrangère ; n'en parlons pas du Conseil Présidentiel de Transition, avec lequel cette gauche qui se chamaille est en train de prendre langue.

La gauche est en train de marcher sur les mots d'ordre de la propagande américaine et des pieuvres capitalistes ruinant le pays. Certains de ses membres se comportent déjà comme des ayants droit. Ils peuvent s'allier avec le monstre impérial et collaborer avec la lumpen-bourgeoisie, mais vous n'avez aucun droit de le rapporter, ni de les critiquer ni d'informer les masses de leurs actions antipatriotiques. C'est vraiment une honte aujourd'hui pour les soi-disant progressistes se réclamant d'une certaine gauche dont nombreux sont candidats au poste de Premier ministre. Se définir ainsi, est-ce un critère suffisant pour être anti-impérialiste ?

Quant à la faveur des événements, ils se projettent comme des pions de l'impérialisme, et même des anti-communistes, critiquant Cuba tout en faisant l'éloge des Etats-Unis d'Amérique. Ils n'adoptent même plus la posture des révolutionnaires de café ou de salon. Difficile, en effet, de comprendre quelqu'un adoptant aujourd'hui le vocabulaire idéologique de l'establishment réactionnaire, tout en abandonnant le terrain de lutte et de bons vieux slogans militants d'antan, tels que : une seule solution, Révolution, se proclamer anti-impérialiste !

Quelqu'un qui s'engage à l'idéal et à la philosophie d'un Conseil Présidentiel droite et gauche de Washington peut-il encore oser se déclarer anti-impérialiste? Celui qui a fait le « Serment » d'allégeance, d'accepter l'envahissement de son pays pour piller ses ressources naturelles prouve qu'il n'a jamais été à l'avant-garde des masses et ne relève pas de la gauche anti-impérialiste. D'ailleurs, même quand ce Conseil Présidentiel serait pour le changement, par le fait qu'il soit contre toute forme de révolution, cette prétention ne relève guère d'une gauche anti-impérialiste mais bien d'un réformisme social-démocrate.

Alors, on peut enfin comprendre les raisons pour lesquelles cette gauche ne pourra faire la rupture de classe annoncée contre le système capitaliste. Ce qui se passe actuellement est dans une large mesure tout à fait naturel, compréhensible. Car devant la réalité existante, il y a des gens qui se résignent à cette fatalité ; des gens qui s'adaptent à cette rhétorique impérialiste. Ils n'ont aucune velléité de lutter pour un changement fondamental exigeant une haine intransigeante de l'ennemi des classes opprimées et exploitées. La gauche haïtienne actuelle, inféodée aux classes dirigeantes profitant d'ores et déjà des retombées de ce Conseil Présidentiel de Transition, ne possède ni crédibilité idéologique, ni légitimité morale et politique pouvant prouver son caractère anti-impérialiste !

Le CPT sous les ailes du Binuh !



Le président du Conseil de la présidence Edgar Leblanc Fils et son patron la cheffe du Binuh Maria Isabel Salvador

Par Isabelle L. Papillon

Le jeudi 16 mai 2024, les membres du Conseil présidentiel de Transition (CPT) ont eu leur premier baptême de feu, pour ne pas dire leur première réunion avec Maria Isabel Salvador, la cheffe du Bureau intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH) et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations-unies en Haïti.

Ironiquement, ce n'est pas le Binuh qui a convoqué la réunion, ce sont les subalternes qui l'ont trouvé nécessaire de solliciter de leur chef hiérarchique, le représentant de la Métropole, cette rencontre.

En fait ce n'était qu'une séance de travail d'orientation pour les conseillers, afin qu'ils soient clairs de leur véritable rôle et qu'ils soient rassurés que le Binuh ne leur laissera seul dans ce sentier.

Maria Isabel Salvador a bien apprécié ces nouveaux laquais. Elle n'a pas manqué de leur rappeler que l'organisation qu'elle dirige sera toujours présente à leur coté comme elle l'a été avec le Premier ministre Ariel Henry. Le Binuh assistera le Conseil à la manière d'un manager de crise, c'est-à-dire il consistera à vous aider à surmonter le chaos dans lequel est plongé votre pays. Et cela fait partie intégrale de l'engagement du BINUH dans la mise en œuvre de son mandat en appui aux autorités nationales.

Vous pouvez comme vos prédécesseurs compter sur nous. Dans le cadre de la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui avait autorisé le déploiement d'une Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) en Haïti, tout est fin prêt pour que les troupes arrivent afin de renforcer les capacités des forces de sécurité haïtiennes, de stabiliser la situation et de créer un environnement propice à des élections démocratiques et à la reconstruction nationale.

Satisfait et fier de cette grande première, le Conseil a rapporté sur X : *« Importante séance de travail ce jeudi entre le Conseil présidentiel de transition et la Cheffe du BINUH en Haïti, Maria Isabel Salvador. Au menu des échanges, la Résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorisant le déploiement de la Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti »*, a-t-il fait savoir.

Il est évident que cette réunion n'a été qu'un prélude à la préparation pour la réception des soldats kenyans de façon à planifier leur arrivée prochaine. D'abord un premier groupe de 50 policiers est déjà dans le pays pour évaluer la situation sur le terrain. Le lundi 20 mai 2024 cette délégation kenyane de haut niveau dont le Commandant de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS), est arrivée à Port-au-Prince par un vol de la Sunrise Airways en provenance de Miami où les membres de la délégation étaient en transit.



Laura Richardson, la Générale du Commandement Sud de l'Armée américaine

Ce groupe sera ensuite suivi de 200 policiers au cours de cette semaine. Laura Richardson, la Générale du Commandement Sud de l'Armée américaine, a confirmé que le déploiement des policiers kényans en Haïti sera fait dans quelques jours soit le jeudi 23 mai 2024.

Le nouvel ambassadeur des États Unis en Haïti, Dennis Bruce Hankins, quant à lui, fonctionne en pays conquis, car il n'a présenté ses lettres de créance à aucune instance présidentielle. Et cela ne dérange pas les soumis du Conseil Présidentiel colonial de transition de 9 membres. Hankins assure que des efforts sont déployés en vue de l'achèvement des travaux de construction de la première base de la force d'occupation prévue. Pour le renforcer, Richardson a révélé que *« le processus de sécurisation de l'aéroport est bouclé. C'était une étape cruciale pour le déploiement des troupes »* Elle a promis de tout faire pour que ce déploiement soit, cette fois, une réussite. *« Il faut pouvoir recevoir de la nourriture, des médicaments et d'autres matériels en vue de les acheminer vers les autres départements »*, a-t-elle déclaré.

Le peuple haïtien doit prendre note, il est clair que ce sont les Etats-Unis qui sont chargés de toutes les opérations logistiques et financières de cette force militaire non-onusienne et la porte-parole adjointe du Gouvernement kényan, Mwanaisha Chidzuga, a couronné le tout quand elle a confirmé l'embauchage du Kenya par les américains en indiquant : *« Nous avons été appelés à restaurer la paix en Haïti, et ce n'est pas gratuit. Le Kenya recevra de l'argent de cette opération qui sera utilisé pour développer notre pays. »*



Au centre, le nouvel ambassadeur Dennis Bruce Hankins en visite avec des dirigeants de la police haïtienne à l'aéroport international d'Haïti



Déploiement de matériels de l'armée américaine en vue de préparer la nouvelle mise sous tutelle militaire d'Haïti

République dominicaine : aucun candidat à la présidentielle n'a pris un engagement programmatique visant à vaincre l'apatridie



La dénationalisation raciste et l'apatridie ne sont pas abordées aux élections.



Les programmes des six autres candidats ne contiennent même pas une mention générale de la nécessité de vaincre la discrimination raciale.

Movimiento Reconocido

Dans la perspective des élections présidentielles du 19 mai 2024, le Mouvement Reconnu, en tant qu'organisation qui revendique et défend les droits du peuple dominicain d'origine haïtienne, appelle l'ensemble de notre communauté à exercer de manière critique le droit de vote, en analysant les propositions et les trajectoires de chacun des candidats présentés à la Présidence, au Sénat et au Congrès. L'examen des programmes gouvernementaux présentés au Conseil électoral central par les neuf candidats à la présidentielle présente un tableau peu encourageant, car aucun d'entre eux n'a abordé le problème de la dénationalisation raciste et de l'apatridie qui touche plus de deux cent mille personnes dans le pays, constituant un problème la plus grande communauté en situation d'apatridie dans tout l'hémisphère occidental. Nous pensons que cette omission est extrêmement grave et témoigne d'un manque d'engagement démocratique en faveur des droits de l'homme et de la construction d'une politique publique non raciste en République dominicaine.

Après avoir accompli l'année dernière une décennie de condamnation raciste inconstitutionnelle 168-13 et étant sur le point d'achever dix ans de loi 169-14 qui a ratifié la dénationalisation rétroactive de plusieurs générations de Dominicains sur la base d'un critère racial, nous pensons qu'il est Il est inacceptable qu'aucun candidat à la présidentielle n'ait abordé dans son programme gouvernemental ce problème très grave qui place notre pays sur la scène internationale comme un État paria qui ne respecte pas les droits de l'homme ni l'État de droit. Même dans les rares interventions publiques où la question a été abordée, comme les déclarations faites par le candidat présidentiel Leonel Fernández devant un groupe de journalistes concernant la sentence 168-13 et la loi 169-14, l'ancien président a démontré peu de connaissances juridiques sur la question ; en alléguant que la Constitution de 2010 éliminait le droit du sol, alors qu'en réalité elle ne faisait que le conditionner, ou encore lorsqu'elle affirmait que la loi 169-14 avait résolu le problème de l'apatridie. Cela avait été promis à l'époque par le gouvernement de Danilo Medina, mais en réalité la majorité des personnes touchées par le décret 168-13 n'ont pas récupéré leur nationalité, pas même la majorité des personnes qui possédaient à l'époque leurs papiers d'identité dominicains de cette fameuse sentence.

Certains programmes du gouvernement présidentiel contiennent des allusions générales au problème du racisme d'État. Ainsi, par exemple, le programme de María Teresa Cabrera du Frente Amplio propose de « promouvoir et appliquer des politiques publiques visant à combattre la xénophobie et toute manifestation de discrimination raciale ». Le programme de Fulgencio Severino, du mouvement Patria Para Todos, indique que « la discrimination et la xénophobie, le racisme et toutes les formes d'exclusion contre les étrangers seront combattus, avec un traitement égal pour tous les étrangers qui profitent de nos lois et conditions, sans pour autant » en tenant compte de la race, de la couleur, des croyances et des nations dont ils sont issus. « Nous serons respectueux envers tous les étrangers qui vivent dans notre pays ». Virginia Antares Rodríguez, d'Option Démocratique, propose dans son programme gouvernemental un plan culturel pour « éradiquer toutes les formes de violence structurelle et d'exclusion sociale chez le peuple dominicain, en promouvant la célébration de la diversité et de la coexistence et en attaquant le racisme, le machisme, le classisme, la xénophobie, crimes et attitudes négatives contre les personnes non hétéronormatives ». Il est toutefois frappant de constater que l'une des expressions concrètes les plus graves du racisme d'État dans le pays, comme la dénationalisation raciste et l'apatridie, n'est pas abordée. Les programmes des six autres candidats ne contiennent même pas une mention générale de la nécessité de vaincre la discrimination raciale.

Face à ce tableau qui se présente en vue des prochaines élections, nous appelons toutes les personnes attachées aux droits de l'homme, à la justice, aux droits démocratiques et aux valeurs antiracistes à exercer leur droit de vote de manière critique, en conditionnant tout vote aux élections sénatoriales et niveaux du Congrès à des déclarations publiques et à des dossiers impeccables d'engagement clair et sans ambiguïté en faveur de la lutte contre la discrimination raciale, la dénationalisation et l'apatridie. Il s'agit d'exercer un vote conscient dirigé vers les candidats qui proposent des politiques publiques qui renforcent l'État de droit et le respect des droits de l'homme, pour mettre fin aux politiques discriminatoires actuelles. Au niveau des candidats à la présidentielle, nous prévenons qu'aucun candidat n'a pris ce type d'engagement, même si trois candidats ont fait des déclarations générales et peu substantielles sur la question de la discrimination raciale. Le Mouvement Reconnu appelle en ce sens les citoyens, les mouvements sociaux et les organisations à réactiver les processus de lutte contre le racisme, la dénationalisation et l'apatridie une fois le processus électoral terminé, en construisant un vaste mouvement social, national et international, pour surmonter la situation actuelle de privation et le déni des droits.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 17 mai 2024

Réélection d'Abinader : quelle conséquence pour les migrants haïtiens ?



Le président raciste Luis Abinader élu pour un nouveau mandat de 4 ans, va-t-il stopper sa politique de déportations vers Haïti ?

Par Marie Laurette Numa

Ce n'est pas que nous soyons concernés par les élections qui ont lieu le dimanche 19 mai en République Dominicaine, mais ce qui nous inquiète le plus, c'est le traitement accordé aux travailleurs migrants haïtiens. Vu que les discours électoraux ont été justement très musclés contre la migration haïtienne. Quelles seront les retombées de ce second mandat quand le président avait eu à déclarer au mois de mars dernier *« Nous n'arrêterons pas les déportations vers Haïti et nous n'autoriserons pas les camps de réfugiés »* ?

Certainement, la majorité de la population immigrante haïtienne résidant en République Dominicaine n'a pas le cœur gai considérant les résultats officiels de cette présidentielle qui s'est soldée par la réélection du président raciste Luis Abinader pour un nouveau mandat de 4 ans. Vu que ce dernier, à travers la politique d'immigration du gouvernement dominicain, a fait voir aux haïtiens toutes les couleurs de l'arc-en-ciel du racisme qui l'habite,

Cela signifie que le calvaire de nos travailleurs n'aura pas d'accalmie. La politique d'expulsion manu militari de nos ressortissants va sans doute se renforcer davantage. L'inquiétude régnant, Abinader depuis son arrivée au pouvoir en 2020, a imposé une politique ferme contre l'immigration haïtienne avec des raids et des expulsions. Il a renforcé la présence de la force armée à la frontière et construit un mur de la honte long de 164 km, qu'il a même promis de prolonger davantage au cours de son deuxième mandat.

Pire, sa politique migratoire raciste ne fait pas de différence entre les détenteurs de documents légaux et ceux qui fonctionnent dans l'illégalité. Il suffit que vous soyez noir pour être taxé d'haïtien et être accablé de toutes les injures du monde, sans oublier les bastonnades et le dépouillement de tous vos effets précieux avant d'être déporté vers le territoire haïtien à l'autre extrémité de la frontière.

Il est évident que sa victoire est une justification de sa politique criminelle dure contre l'immigration en provenance d'Haïti, pays appauvri par les puissances impérialistes qui ne cessent de promouvoir chez les dirigeants haïtiens, la politique de mauvaise gouvernance, de corruption et de pillage des ressources.

« Cette victoire électorale, dans mon cas, est la dernière, car je respecterai la Constitution », a déclaré le président élu. Selon des observateurs avisés, comme Abinader ne peut pas être candidat pour un troisième mandat, cela semblerait indiquer qu'il ne va pas se comporter de la même façon, il sera moins acide qu'avant. D'autres en doutent pourtant.

En fait, toutes ses acrobaties nationalistes ont été tout bonnement pour amadouer son peuple puisque la discrimination et la déportation des haïtiens sont des atouts politiques considérables, lorsqu'il y a des élections. Voilà pourquoi, tous les candidats sans exception se sont accordés sur la nécessité de renforcer les politiques contre la migration irrégulière des haïtiens.

Par ailleurs, le Conseil Présidentiel de transition a, dans un communiqué, félicité le président Luis Abinader en ces termes pour sa réélection. *« Tout en souhaitant au président réélu et au peuple dominicain plein succès au cours de son nouveau mandat, le Conseil présidentiel de transition est disposé à travailler avec lui, dans un esprit de respect mutuel, pour relancer la coopération entre les deux pays »*

L'Invariance Anthropologique (IA) haïtienne par le Culte des Postures Triviales en CHAT CPT



Par Erno Renoncourt

La roue du manège qui tourne dans le même sens

Et comme en un nouveau tour de manège, Haïti entame, en ce 5ème mois de l'année 2024, un nouveau cycle de gouvernement pour tenter de s'extraire des eaux culturelles médiocres et putrides où l'ont propulsé 220 ans d'errance collective. Errance, il faut le dire, exacerbée par la mise à sac totale du pays par les 30 ans du duvaliérisme, l'échec de l'apprentissage démocratique de 1987 et les 13 ans de règne de ce gangstérisme local érigé en modèle d'affaires et de gouvernement pour répondre aux enjeux géostratégiques du gangstérisme transnational. Il y a lieu de rappeler que depuis 2019 toute la population haïtienne exigeait, et avec violence et fulgurance, la rupture d'avec cette gouvernance mécréante. Mais, alignée sur les injonctions des tuteurs internationaux et des bailleurs de fonds qui, tels des charognards, ont incessamment besoin de transformer en putréfaction les espaces de vie des autres qui sont différents d'eux, cette gouvernance vacillante a quand même perduré par-delà la volonté populaire. Pour cause la banqueroute des institutions publiques, la mise en ruine de l'espace social et la paupérisation des classes moyennes haïtiennes que cette gouvernance gangstérisée, pilotée par des neuro-esclaves locaux, mettait en œuvre correspondaient à leurs objectifs.

De transition ordonnée à transition virtualisée

Il a fallu 5 ans, de 2019 à 2024, pour que s'ordonne officiellement en haut lieu cette transition d'avec la continuité du pouvoir délinquant. Pouvoir, au demeurant, combien chouchouté par la diplomatie internationale et le secteur économique privé haïtien. Manifestement, on a laissé du temps aux fossoyeurs et dépeceurs lâchés, 20 ans plutôt, dans les saisons des bacchanales où se scandaient ls promesses des pseudos contrats sociaux, pour tout démanteler, dévaster et gangréner. C'est comme en une commune boucle processuelle : il faut semer la défaillance pour moissonner l'assistance. Mais c'est là le bug, car l'assistance qui vient ne résulte pas d'une prise de conscience et d'une conviction faite qu'il existe un besoin radical de changer, non pas seulement, de paradigme et de personnel politique, mais de modèle de gouvernement, incluant les modèles mentaux, les centres de valeurs de prise de décision et les processus de construction de l'action individuelle et collective façonnés par ces modèles cognitifs. Or, ce qui se joue en Haïti, depuis le début du mois de mai 2014, relève d'une mise en scène grotesque avec le ballet des talentueux chorégraphes de la comédie des ratés du shithole : d'un côté, il y a les éternels charognards et mécréants politiques attendant d'être hissés au sommet du pouvoir ; d'un autre, on retrouve les intermittents lettrés malicieux de la société civile qui apportent leur aura d'insignifiants anoblis pour former les passerelles de succès des médiocres qui seront imposés diplomatiquement par le Big Gang international présidant aux affaires indigentes d'Haïti.

Il y a quand même de quoi donner le grand frisson : retarder de 5 ans un processus de transition, exigé par 99 % de la population, attendre que cette population soit en partie exterminée, majoritairement disséminée anarchiquement sur le territoire et en grande partie emportée par les courants migratoires amplifiés à dessein et ne proposer comme nouveau leadership politique qu'une alliance malsaine constituée des résidus des strates politiques mécréantes, insignifiantes, crapules et corrompues qui ont émergé entre 1987 et 2024, c'est forcément insulter l'intelligence collective et la dignité de la population haïtienne. En effet, ce nouveau leadership prend la forme d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) de 7 membres et de 2 observateurs. Soit un cénacle de 9 membres, dont la grande majorité provient des strates politiques démembrées comme l'OPL, Lavalas, PHTK, le secteur privé et la société civile ; lesquelles ont participé à tous les pouvoirs de 1987 à 2024 et façonné la sculpture putride de ce pays. C'est comme si la transition ordonnée avait dérivée par des perturbations volontairement introduites vers une transition virtualisée.

Notons à ce propos qu'après l'expérience de Jocelerme Privert en 2016, de Claude Joseph et d'Ariel Henry en 2021, c'est la 4eme fois, entre 2011 et 2024, que le mode de sélection du leadership politique haïtien s'est fait directement (virtuellement) par des étrangers ou par leurs laquais nationaux, sans la participation de la population. Et j'entends les mauvaises langues qui disent, puisque c'est un processus raccourci et moins encombrant qui aboutit au même résultat, pourquoi cracher dessus ; car même en convoquant le peuple aux élections, c'est le choix du Blanc qui est priorisé, et quand ce n'est pas le cas, il amplifie les contraintes pour redresser les comportements déviants.

Il y a comme un processus d'automatisation en marche, rappelant le fonctionnement des systèmes asservis où les consignes d'entrée subissent des amplifications perturbantes, qui agissent comme des redresseurs, pour contraindre la grandeur asservie à se soumettre à la consigne en transmettant en retour la valeur transmise à l'entrée. C'est ce processus d'asservissement neuronal que nous appelons de manière TIPÉDANTE, le rayonnement indigent par endettement éthique.

La légende méconnue des marrons reconnus

D'ailleurs, ceux qui sont analytiquement puissants peuvent observer que chaque fois que l'espace social et humain haïtien est disloqué et propulsé à un niveau plus en deçà de la dignité humaine, le système culturel mondial choisit sur mesure un des membres de ce collectif pour le mettre dans la lumière de la culture. L'histoire non officielle raconte que c'est une vieille tradition de conditionnement remontant au temps barbare de la colonie. Après chaque pogrom des Colons et de leurs affranchis dans les camps retranchés des marrons inconnus pour massacrer les esclaves qui fuyaient la barbarie, dans la noble espérance de maintenir leur dignité en préservant leur vie, les Colons regroupaient tous les esclaves apeurés et les faisaient applaudir ceux qu'ils désignaient comme les plus utiles à la cause de l'esclavage, dans la chasse aux marrons inconnus. Et chacun des nouveaux admis à la reconnaissance des Colons racontait les exactions qu'ils faisaient subir aux marrons inconnus, créant ainsi la légende méconnue des marrons reconnus qui s'étaient disséminés chez les marrons inconnus pour mieux les trahir.

Apparemment, ce sont ces marrons reconnus, mieux nourris, mieux traités qui sont devenus majoritaires après l'indépendance ; ce sont eux qui ont façonné le climat culturel de ce pays improbable qu'est Haïti. Et c'est en toute logique qu'ils continuent, sous d'autres formes, de célébrer le succès des marrons reconnus. Ainsi, pendant que l'espace social haïtien se disloque et se vide de toute humanité, on vient d'apprendre le couronnement culturel et littéraire de quelques-uns par l'Académie Française. Et parmi ces heureux élus figurent sans étonnement le nom de "*Madame Emmelie Prophète-Milcé qui reçoit l'un des Prix du Rayonnement de la langue et de la littérature françaises, remis par la Fondation Broquette-Gonin, « destinés à des personnalités françaises ou étrangères ayant rendu à la langue et aux lettres des services particuliers »*". Notez bien la justification : des personnalités françaises ou étrangères qui ont rendu à la France des services particuliers par le biais de la langue française. Il y a quand même un motif qui revient depuis 2004 : Parmi ceux et celles qui sont récompensés par les organismes internationaux (OMS : William Pape, OMS/OPS : Florence Guillaume Duperval, OEA : Léon Charles, Académie Française : Dany Laferrière et Emmelie Prophète-Milcé) pour services particuliers rendus aux intérêts étrangers, on retrouve ceux et celles qui ont apporté leur caution au pouvoir délinquant du PHTK de Michel Joseph Martelly et ont ainsi participé à l'échec du projet anthropologique haïtien.

Mais ignorant la puissance de ce lien d'asservissement neuronal dans la déshumanisation de la population haïtienne, l'errance de la gouvernance stratégique nationale et l'impuissance collective au profit de l'invariance anthropologique, la chorale des éditollahs-publicistes s'est déjà mise à psalmodier le nouveau couplet de la résilience haïtienne : *Habemus Goncourt-am* ! Et comme en commun écosystème asservi, la foule agonisante et impuissante, qui voit son avenir à travers le mirage et l'enfumage de ce rayonnement indigent, reprendra à sa manière ce chant « résiliant » pour conforter le *Pito nou lèd nou la* ! Même avec les gangs qui cauchemardisent nos vies, il y a l'espérance du succès dans les rêves d'ailleurs qui permet d'exorciser les cauchemars en faisant vivre le mythe de la culture résiliente. Ainsi se dessinera pour tout le collectif la ligne de fuite à prendre, la posture de soumission à adopter pour s'extraire du shithole. Est-il besoin de dire que dans cette déliance, qui effiloche la cohésion sociale et érode l'enracinement sur le territoire national, les gangs et les réseaux de la culture jouent le même rôle ?

Pourtant depuis 2020 (https://www.elsie.news/2020/02/haiti-et-l-impense-de-la-strategie-nationale-de-gouvernance-par-erno-renoncourt.html), et bien avant, je sonne l'alarme contre ces liens culturels occultés qui nourrissent l'impensé de la gouvernance stratégique nationale et maintiennent le pays sur sa trajectoire d'errance par l'invariante défaillance des institutions publiques. Lesquelles sont pilotées par des universitaires auréolés et anoblis par la géostratégie internationale qui mettent en avant leurs titres et leurs diplômes de PhD pour enfumer la conscience collective par le mirage d'une Performance Humaine Défaillante. Une manière de rappeler la méfiance à avoir vis-à-vis de ceux qui brillent dans les feux du rayonnement de la culture mondiale, car derrière toute errance et invariance, il y a des défauts de conception, donc d'imagination, structurants exploités par des pirates qui utilisent les réseaux d'accointances offrant les passerelles aux succès des médiocres.

Le Culte des Postures Triviales

Dans ce contexte, les observateurs, analytiquement avertis, savent que ce CPT n'est qu'une grandeur asservie dont le résultat de la gouvernance ne sera que l'instanciation d'un nouveau cycle dans l'invariance que connait Haïti. Pour cause, la prégnance de la culture de la malice, si visible dans les postures des acteurs nationaux en quête de réussite politique, économique et sociale, et leur dépendance servile vis-à-vis des ressources de la communauté internationale ne permettent pas d'augurer, à court et à moyen terme de l'existence de mécanismes innovants et de leviers transformationnels proportionnels aux pesanteurs de l'écosystème pour extraire Haïti de son impuissance agonisante.

Or, face au gangstérisme sans frontières qui déshumanise toute la population, il faut repenser le modèle culturel qui participe des rapports de l'homme haïtien avec son environnement. Car, au-delà des invariances climatiques, politiques, économiques et sociales, ce sont aussi les invariances culturelles qui maintiennent Haïti dans le cycle bas de la survie et de l'adaptation à tout ce qui nourrit et engraisse. *Pito nou lèd, nou la !* Tel est le cri agonisant et déshumanisant qui traverse la culture d'un peuple dont la vie se boucle sur l'espérance de la vie (*Depi gen lavi gen espwa*) pour ne vivre que d'espérance (*Lespwa fè viv*). Manifestement, sur ce cycle fossilisant de la résignation (*Bon Dye bon*), l'horizon de la vie des êtres, qui abandonnent ainsi leur destin à la puissance de la fatalité, subit sans résistance les mille pesanteurs de l'écosystème physique et dérive vers les espaces ténébreux où règnent les turbulences permanentes

Nous reviendrons sous peu, dans une cartographie expliquée, explorer l'ensemble des déformations mentales et les postures indignes qu'induisent dans la culture haïtienne cette injonction déshumanisante. En attendant, pour caricaturer les 3 postures triviales les plus structurantes du cycle de l'invariance, il m'est venu cette image et elle se dévoile comme l'interprétation des signaux faibles que cette transition va basculer vers l'invariante errance, puisque, comme élément d'un système asservi, la valeur qu'elle doit restituer comme résultat ne peut aucunement s'éloigner des gages d'entrée distribués par les propriétaires du système. Sans une prise de conscience qu'il faut s'inscrire dans la rupture d'avec la gouvernance asservie par l'assistance internationale, ce conseil présidentiel de transition ne fera que tendre vers la perspective d'une métamorphose en CHAT-CPT.

Par CHAT-CPT je fais raisonner CHAT-CPT, au-delà de sa résonnance faible, comme une instanciation automatisée, en version Indigente d'une IA dégénérative, du CHAT GPT qui est la version générative de l'Intelligence Artificielle (IA). Á chacun son IA disais-je déjà il y a 3 ans pour anticiper les grandes métamorphoses en cours ! (https://blogs.mediapart.fr/erno-renoncourt/blog/120921/de-lintelligence-artificielle-limpense-analytique-chacun-son-ia-partie-1) Mais, il manque encore à Haïti la disponibilité cognitive et éthique pour donner attention à des signaux faibles qui ne s'inscrivent pas dans la dynamique des postures culturelles triviales et malicieuses. Et de fait, tout se passera selon les lois déliantes qui régissent le fonctionnement à minima humain sur ce lieu où perdure l'entente des couillons et des crapules pour fortifier l'indigence par la malice. Pour rendre compte autrement et intelligiblement, loin de tout enfumage, cette errance, je postule un ensemble d'axiomes qui explicitent les lois déliantes méconnues de l'écosystème asservi et de représentations graphiques pour cartographier les postures de ceux qui, anoblis par indignité et insignifiance, forment les passerelles de ce cycle d'invariance. Cycle qui préfigure le couronnement de *l'Homo Detritus* comme impensé anthropologique (IA) émergent du temps de la Performance de l'Humaine Défaillance (Errance en PhD).

Ainsi, on peut cartographier le sigle CPT du nouveau leadership haïtien comme une bulle d'enfumage formée de trois lettres dont la graphie de chacune épouse les postures triviales et malicieuses du chat :

La lettre C dessine la Culture de la flexibilité du couillon qui prête toujours sa personne et son rayonnement comme passerelle pour forger les adjuvants de succès des médiocres. Le slogan de cette posture culturelle est **Cons Pour Toujours** (CPT).

La lettre P désigne le Piédestal du pouvoir sur le toit duquel trônent les mécréants qui vont user de **malice** et se montrer insouciants et irresponsables dans l'exercice du pouvoir, en se servant des ressources de l'État pour leurs jouissances personnelles. Le slogan de cette posture est le Pouvoir Politique aux affreux et le rayonnement culturel aux lettrés malicieux.

La lettre T symbolise en finesse la Technique souple et agile de la crapule qui, au voisinage de tous les pouvoirs, guette toujours les opportunités malsaines pour s'enrichir et acquérir davantage de ressources pour corrompre et fédérer de nouveaux couillons tout en fidélisant ceux qui sont loyaux. Le slogan de cette posture est Crapules Pour Toujours (CPT).

Cela résume les postures flétries et triviales dont font montre ceux qui en Haïti se trouvent dans le voisinage de la réussite. Des postures qui peuvent être explicitées par une formulation axiomatique : **Nul n'accède à la réussite économique, académique et politique, dans un écosystème asservi et déshumanisé, sans laisser éroder une grande part de sa dignité et de son humanité.**

Il y a un seul moyen de briser ce cycle de l'indigence : construire un nouveau cycle pour rompre le statu quo d'avec la gouvernance asservie, refuser les alliances immondes entre crapules et couillons pour toujours, assumer que la défiance vis-à-vis de l'ordre invariant est un comportement stratégique et non une provocation. Comme le disent les vrais penseurs stratégiques : « La capacité à casser le moule est une compétence fondamentale » (Gerry Johnson, Kevan Scholes & all, *Stratégique*, 8eme éd., 2008, Pearson, p.291).

Cette structure de CPT, qui fait suite à d'autres, comme le Conseil Des Sages (CDS, 2004), le Haut Conseil de Transition (HCT, 2023) déjà expérimentées sans aucun succès, est-elle une nouvelle imposture pour renouveler les structures de la déshumanisation ? Ses membres ont-ils la volonté et le courage de trouver les leviers stratégiques pour cette transition de rupture ? Ont-ils l'imaginaire éthiquement irradié pour vouloir sortir du confort du rayonnement enfumé que procure la dépendance à la réussite que procurent les gages de services particuliers aux intérêts étrangers ? Quels référentiels de valeurs vont guider leur processus décisionnel ? Voilà autant de questions qui font douter que le pire est encore à venir pour Haïti.

Quoi qu'il en soit, notre axiomatique contient des exemples de cas contextuellement enrichissants qui peuvent devenir des méthodes d'apprentissage pour détecter les signaux faibles qui structurent l'invariance anthropologique haïtienne, et aussi des méthodes de transmission des nouvelles postures de responsabilité. Fasse le hasard créateur qu'elle puisse trouver les relais pour se diffuser dans la conscience collective et s'imposer comme les ferments d'une nouvelle écologie de postures de dignité.

Yon toubiyon devaste plizyè lokalite nan komin Basenble



Yon zòn ki viktim nan toubiyon an

Yon toubiyon ravaje lokalite Fon Papay ak Lasous nan komin Basenble, ki sitiye nan Depatman Nòdwès Ayiti, jou madi 21 me 2024 la. Se yon fenomèn metewolojik etranj ki frape vil la byen bonè apremidi a, ki lakòz, nan yon ti tan tou kout anpil ak yon pakèt domaj te rive fèt.

Pou kounye a bilan dega yo poko fin konplè, men gen anpil moun ki blese ak anpil anpil kay ki kraze, erezman pa gen moun ki mouri.

Didye Leblan

Didye Leblan se yon kanmarad konsekan
Inoubliyab ki pral tabli nan lakou Florida
Deplasman sa a ap lese anpil chagren nan kè m
Yon depa se yon moman tristès
Epitou m ap di w, mwen pap janm bliye w

Lè w pap bò isit ankò, souvni w ap rete vivan,
Etenèl, l ap ekri ak lèt ki pap janm efase nan kèm
Bon kanmarad ki kiltive solidarite ak fratènite
Lan jaden kote lanmou donnen m ap di ochan pou ou

Ayibobo pou w Didye Leblan
Ansanm nou te fè yon bout chemen lavi a
N ap kontinye batay la toupatou jouk sa kaba !

Kanmarad konbatan Didye Leblan bon vwayaj
Mwen pa regrèt mwen te konnen ou.

Jean-Claude Cajou
4 me 2024

Un Cauchemar

Oh!...Haïti...
Est-ce un cauchemar?
Je me le demande:
La France a un président.
Le Royaume Uni a un roi
Les Etats-Unis ont un président
La république Dominicaine a un président
Et toi Haïti mon pays
Tu as une" Présidentielle de 9 Têtes"
Est-ce un cauchemar?
Dis-le moi.!

Cauvin Paul

Nadi pa la !

Yè, wi yon vye rès vandredi aprèmidi
Yè yon rès vandredi m pase kay Nadi
Yè, yon rès rès aprèmidi k t ap depafini
Yon vye rès vandredi m te pase lakay li

M jwenn kat grenn chèz vid sou yon galri
M pa jwenn moun pou m mande pou Nadi
M pa jwenn moun pou m te mande pou Li
Men, disèt lajè batan papòt la te ret louvri
Ooooooooo chanm Nadi a te ret toutouni

M voye je m nan chanm Nadi se te kat mi
M chita m pe ret tann ti Nadi fòk li revini
Yon chen blan pase gade m nan kè l li di
Siman lepè bab sa a se matchòpwèl Nadi
Nan kè m di l wi m se matchòpwèl Nadi

L gade m nan kè l li di w pa bezwen tann li
L di depi dimanch 11 me Nadi lage pye l wi
M gade l m di bobin lide m di m li pral revini
Apre yon ti tan tou piti m pe ret tann ti Nadi
M sèmante nan kè m fòk Nadi tounen lakay li

Bèna Michou Zipan mennaj li ak tout pitit li
Debake retounen vin jwenn mwen pe tann li
Zipan kouri montre n tout video kote ti Nadi
Video kote grif lanmò fè l yon bann simagri
Video katchapika lanmò pe kwape souf Nadi

Zipan rakonte n sa dòktè yo rakonte sou Nadi
Dòktè di l ti kè Nadi te gen tan fini depafini
Ponp pou opresyon depatcha tout poumon li
Kolestewòl disèt wòtè fè Nadi toujou toudi
Fanatik Nadi Kanperen fè gwo vèy pou li

Maten dizwi me granm ti maten byen bonnè
Kanperen seremoni pou nann li pa al nan lanfè
Denmen nan sal ekspozisyon legliz Senpyè
Se gwo flonn lapenn sou tout batwèl machwè
Djenms Lyo di Pafa Nadi fè n sa m pa fin kwè

Nan sèkèy la ti Nadi toujou pi chèlbèèèèèèèèèè
Pè a resite sòm chapit vèsè men tout se te vèsè
Pil sòm ak vèsè pa janm geri java tristès nan kè
Antiestrès kite kè matchòpwèl li nan gwo chalè
Antiestrès lage pye l fè zèl san pesonn pat kwè

Antiestrès lage pye l apre 1 mwa soufrans kalvè
Antiestrès sou tèt tonm w nan simityè chak aswè
Zètwèl Kanperen pe vin ba w serenad w mèt kwè
Lalin Klèb Zanmitay ak Linyon klèb ak bèl limyè
Pe toujou klere wout w pou w ka toujou wè ti Kayè

Nadi, tout zètwèl Kanperen pral vin ba w bèl ochan
Nadi w mèt toujou fè chèlbè gran panpan tanzantan
Nadi tout matchòpwèl kore w nan ekzis gran panpan
Nadi sou tonm w Kanperen pe bay serenad tanzantan
Nadi pa la se vre men nan memwa n w la pou tout tan

J. Fatal Pya

Blakawout nan Lopital Lapè



Lopital Lapè

Lopital Inivèsite Lapè (HUP), ki sitiye nan Delmas 33 toupre Sant Laboratwa Nasyonal Sante Piblik la, plonje nan fènwa depi twa jou. Pàn kouran sa a te paralize tout operasyon enstitisyon lasante sa a. Se sa direktè egzekitif la, Dr Junior Fontilus Paul te fè laprès konnen.

Doktè Fontilus Paul fè konnen pàn nan se akòz yon zak sabotaj moun yo pa idantifye te fè nan aswè samdi 18 me a. Sitiyasyon kritik sa a mete andanje lavi anpil moun, espesyalman moun ki bezwen entèvansyon chirijikal ijan yo.

Pou evite yon katastwòf iminan, Doktè Junior Fontilus Paul lanse yon apèl pou èd madi 21 me sa a sou Radyo Karayib. Kote, li atire atansyon otorite konpetan yo sou ijans sitiyasyon an: "Pandan n ap tann yon evalyasyon espesyalis EDH yo sou domaj yo anrejistre yo. Li fè konnen tou, *"Lopital pa ka asire swen fanm ansent ak lòt ka san pousan konplike yo"*.

Doktè a te pwofite fè konnen, dispozisyon yo deja pran ak Elektrisite Leta Ayiti (EDH) pou rezoud pàn sa a pi vit posib. Lopital la ap fè fas ak yon defi san parèy, ak moun ki malad grav tankou moun ki soufri maladi tibèkiloz, blese ak bal, tibebe, ka sezaryèn, ipètansif ak dyabetik yo tout prive yon bon swen akòz kokenn pàn elektrisite sa a.

Hayti : Non à l'occupation militaire étrangère ! Non à la mise sous tutelle !





A bas l'occupation américaine en Hayti

Par Henriot Dorcent

Depuis 1806 les classes dominantes Haytiennes s'associent toujours aux puissances esclavagistes pour maintenir le néo-colonialisme sur la masse des esclaves récemment libérées.

Déjà en 1825, le gouvernement de Jean Pierre Boyer avait capitulé an acceptant de payer à la France colonialiste la rançon de l'indépendance de 150millions de francs, équivalant à près de 120 milliards de dollars d'aujourd'hui à un taux de 5% l'an. Pour comble, le gouvernement a publié le code rural rétablissant les conditions de l'esclavage.

Plus tard, en Décembre 1914 les USA viennent piller les réserves d'or de la Banque Nationale d'Hayti pour les transporter at New York sans jamais les retourner au trésor public depuis 110 ans. Six mois plus tard, les marines Américains débarquaient avec la complicité des classes dominantes de l'époque pour une occupation militaire qui va durer 19 ans jusqu'en 1934. Si en fait les occupants se retiraient sous la pression de la paysannerie pauvre et des progressistes de l'époque, ils avaient massacré les paysans de Marchaterre et instauré le travail forcé (corvée) et entravent jusqu'aujourd'hui le développement socio-économique du pays en installant des dirigeants corrompus sans expérience à la tête de l'État à travers d'élections bidons.

L'occupation politique et économique continue depuis, les Etats-Unis d'Amérique (USA) ne cessent d'alimenter les crises socio-politiques pour intervenir en pompiers Pyromanes sans jamais les résoudre.

L'impérialiste occidental (France USA canada) alimente l'insécurité en Hayti et prétend nous aider à trouver une solution Haytienne à leur crise. Leurs ambassades contrôlent la politique et l'économie du pays, ils déstabilisent l'économie nationale à travers les ajustements structurels imposés par le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

La situation actuelle est la conséquence immédiate des interventions militaires étrangères de 1915 à 1934, celle de 1994, et de 2004 réduisant les capacités de l'État d'assurer la sécurité physique de la nation, en témoignent les impertinences de la République dominicaine lors de la construction du canal de la dignité et les cas de kidnappings, viols, fusillades, massacres des bandes armées sous contrôle du secteur privé des affaires, des politiciens du PHTK et ses alliés de l'Ambassade des pays occidentaux.

Les États-Unis d'Amérique du Nord, établissent une nouvelle base militaire en préparation à l'arrivée de la force de la mission spéciale de sécurité; l'avant-garde progressiste de la lutte des masses populaires doit dénoncer en tout temps et en tout lieu la venue d'une nouvelle force internationale en Hayti.

Il nous faut une vraie révolution dans le pays pour finir avec la domination des puissances capitalistes et impérialistes. Les faits sont têtus disait Lénine Vladimir Ilitch Oulianov. L'organisation des masses populaires et leur conscientisation est la meilleure formule pour une mobilisation populaire révolutionnaire.

La mobilisation populaire organisée et conscientisée est le seul remède à l'ingérence impérialiste, à la criminalité des bandes armées, à l'arrogance macoute et à l'exploitation bourgeoise et capitaliste.

Réclamons à la France esclavagiste la restitution de la rançon de l'indépendance et la réparation de l'esclavage en vue de reconstruire notre chère patrie.

« LA PATRIE OU LA MORT »
L'INDEPENDANCE NATIONALE OU LA MORT !

Brésil : les migrants vénézuéliens et haïtiens font l'objet de xénophobie dans les refuges du Rio Grande do Sul



Un camp de refuge abritant les ressortissants de différents pays

Par Lucas Pordeus León

Les migrants haïtiens et vénézuéliens touchés par les inondations du Rio Grande do Sul (RS) ont signalé des cas de xénophobie et de discrimination dans les refuges qui accueillent les victimes de la catastrophe climatique.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) affirme que 46 000 réfugiés vivent dans l'État de Rio Grande do Sul, en majorité vénézuéliens (29 000) et haïtiens (12 000), suivis par les Cubains (1 300).

La présidente de l'Association des Haïtiens du Brésil, Anne Milceus Bruneau, travaille comme bénévole dans un refuge dans la zone nord de Porto Alegre (RS) et a déclaré au média « Agencia Brasil » que la xénophobie est « très grande », affectant non seulement les Haïtiens mais aussi les Vénézuéliens.

« *Les repas sont servis crus. Ils demandent à changer de nourriture et ils refusent de le faire, ce qui fait que certains enfants et adultes ne mangent pas* », a déploré l'Haïtienne qui vit au Brésil depuis près de 7 ans.

Le président de l'Association qui regroupe les migrants du pays des Caraïbes affirme qu'il y a des cas où les migrants reçoivent une brosse à dents par famille et que l'accès à l'eau était insuffisant. « *J'ai signalé la situation et maintenant elle est en train d'être régularisée* », a-t-il déclaré.

Anne a ajouté que les vêtements qui sont dans les pires conditions sont ceux qui sont distribués aux migrants et que le matériel d'hygiène n'est pas distribué de manière égale entre les sans-abri. Elle rapporte également que lorsque les migrants ont demandé un apport qu'on leur a dit ne pas avoir, lorsqu'elle en fait la demande en tant que présidente de l'association, elle vérifie s'il y en a en stock.

Anne soutient que tout le monde subit ce malheur de la même manière, quels que soient sa race, son sexe ou sa nationalité et affirme avoir reçu des rapports faisant état de situations similaires dans divers refuges.

Le HCR a confirmé que les signalements de cas de xénophobie ne sont pas isolés. « *Ce ne sont pas des signalements spécifiques. Ce que nous percevons, c'est qu'à ce premier moment, tant que l'eau ne recule pas, la situation tend à s'aggraver, dans la mesure où ces refuges les espaces continuent En travaillant de manière improvisée, les conflits et les risques de violations des droits ont tendance à augmenter,* » a souligné Silvia Sander, chargée de protection du HCR.

« *Les réfugiés et les immigrants devraient avoir le même accès, puisqu'ils ont les mêmes droits que les Brésiliens qui sont également concernés* », a ajouté Silvia.

L'État de Rio Grande do Sul a été celui qui a accueilli le plus de Vénézuéliens lors de l'Opération Welcome du gouvernement fédéral. Sur les quelque 100 000 immigrants transférés du Roraima (RR) vers d'autres États de la fédération, dans le cadre du processus appelé internalisation, près de 21 000 ont été déplacés vers le Rio Grande do Sul.

` Les fortes pluies tombées dans le Rio Grande do Sul ont contraint 614 000 personnes à quitter leurs foyers dans l'État, 76 000 dans des abris et 538 000 autres déplacées chez des parents ou des amis, selon le dernier bulletin de la Défense civile publié mercredi 15 mai à midi.

La Banque mondiale estime que d'ici 2050, environ 17,1 millions de personnes seront déplacées à l'intérieur de leur pays d'Amérique latine en raison du changement climatique, ce qui représente 2,6 % de la population latino-américaine.

Agência Brasil
15 mai 2024

Conseil Présidentiel de Transition, histoire d'une création !



Dominique Dupuy, la Représentante de la République d'Haïti à l'UNESCO.

Par Catherine Charlemagne

(3e partie)

Si la désignation de la plupart des 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) dont 2 membres observateurs sans droit de vote se déroulait plus ou moins dans le calme, pour certains cela a été une vraie épreuve de force. Au sein de EDE/RED et Compromis historique, en effet, l'on a assisté à un véritable chassé-croisé de personnalités qui n'a duré que « l'espace d'un cillement », pour parler comme l'auteur du roman éponyme de l'écrivain Jacques Stephen Alexis. Pour le parti de l'ancien Premier ministre de Jovenel Moïse, Claude Joseph, et de ses amis les jovenelistes de RED, notamment, Renald Luberice, ancien Secrétaire général de la présidence sous Jovenel Moïse, cela a été plus compliqué que prévu, puisqu'ils ont dû essayer avec plusieurs personnalités.

Dans un premier temps, cette coalition de partis avait fait le choix d'une femme pour la représenter au CPT. Il s'agit de Mme Marie Ghislaine Monpremier, ex-ministre à la Condition féminine. Sans comprendre ce qui s'est réellement passé, on avait appris qu'elle n'était plus dans la course et ce sans vraiment d'explications de la part des responsables de ces formations politiques. Mais, très vite, les dirigeants de EDE/RED et Compromis historique ont jeté leur dévolu sur une autre femme, mais à dix milles kilomètres de Port-au-Prince. C'est une diplomate et, curieusement, en activité et en poste à Paris. Elle s'appelle Dominique Dupuy. Elle est la Représentante de la République d'Haïti à l'UNESCO.

« Nous avons désigné maintenant Dominique Dupuy pour nous représenter au Conseil. Nous l'avons contactée, elle a accepté, et nous avons envoyé son nom à la CARICOM » disaient les dirigeants de cette coalition dans la presse. Choix surprenant s'il en est un dans la mesure où Dominique Dupuy, native du Cap-Haïtien, n'est pas vraiment ce qu'on peut appeler une vieille routière de la politique haïtienne, c'est-à-dire qu'elle ne connaît pas, comme les autres, le *« Tout Port-au-Prince »* politique qui pouvait soutenir sa candidature dans cet espace où se joue la prise du pouvoir exécutif en Haïti pour une durée approximative de deux ans.

Sans tarder, ceux qui l'avaient désignée et elle-même allaient regretter ce choix pourtant sorti de l'ordinaire. Les vétérans, les vieux routiers de la capitale ont vite trouvé la parade pour l'écarter. Motif évoqué, selon eux, elle est trop jeune d'après la Constitution de 1987, elle n'a que 34 ans. Quelle tromperie ! Quelle hypocrisie de la part de ces politiciens ! De quelle Constitution parlaient-ils, ces vieux briscards ? Une Constitution qu'ils s'amusent, au gré des besoins, à violer depuis le jour de sa ratification. Une Constitution, depuis l'assassinat du chef de l'Etat le 7 juillet 2021, avec laquelle ils font ce qu'ils veulent. Bref, exit Dominique Dupuy. Il fallait que les dirigeants de cette plateforme trouvent en catastrophe un ou une remplaçante. Finalement, ils se sont rabattus en urgence sur un ancien diplomate, Smith Augustin, ex-ambassadeur d'Haïti à Santo Domingo. Durant sa désignation, il jouait le rôle de Secrétaire ou Chargé de liaison du Conseil avec l'extérieur.

Ce groupe de parties prenantes est une alliance composée principalement de : EDE (Les Engagés pour le Développement), AAA (Ayiti An Aksyon), RDNP (Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes), RED (Plateforme Résistance Démocratique), Compromis Historique et alliés, et une trentaine de groupuscules. Après la série de chaise musicale chez Claude Joseph et ses alliés, venait le tour de l'Accord du 21 décembre, les alliés du Premier ministre Ariel Henry poussé à la démission, de se donner en spectacle avec pas moins de quatre prétendants en lice. La raison, depuis la chute du *« Roi Henry »*, la division avait éclatée au grand jour au sein de ce groupe. Certains reprochaient aux autres d'être les responsables de la débâcle et de l'humiliation subies par Ariel Henry dans cette affaire. Trois groupes antagoniques faisaient face. Dès l'ouverture du processus, un premier groupe minoritaire avait jeté son dévolu sur l'ancien ministre de l'Education nationale, Charles Tardieu, l'un des concepteurs des Accord du 11 septembre et du 21 décembre.

Très proche de la ligne modérée, il a été sans commune mesure contesté par les deux autres groupes. Ensuite, il y avait le camp de maitre André Michel qui se faisait discret dans le dossier de la désignation d'un représentant au CPT tout en restant néanmoins actif en coulisse. Etant majoritaire depuis toujours derrière le chef de la transition, ce groupe comprend, entre autres, André Michel, Marjorie Michel, (SPD), Sorel Jacinthe (INITE) et Edmonde Supplice Beauzile (Fusion). Ce sont eux qui incarnaient la ligne dure de la transition, refusant tout partage du pouvoir avec les autres Accords et surtout pas d'exécutif bicéphale. Leur crédo : oui à l'ouverture du gouvernement, non au partage de la Primature ou de la présidence du Pouvoir exécutif. Comme il fallait respecter le délai de 48 heures de la CARICOM, une autre branche minoritaire conduite par le Groupe dit *« Toutouni »* mené par Pascal Adrien, Jorchemy Jean-Baptiste et l'ex-député de Mirebalais, Abel Descollines, avait profité de la confusion de la démission d'Ariel Henry et la vacance du pouvoir pour désigner, sans vraiment consulter les *« durs »* du 21 décembre, l'ex-député Vikerson Garnier et envoyer immédiatement son nom à la CARICOM.

Une sorte de coup d'Etat en douce que les Sorel Jacinthe, André Michel et consort n'ont pas du tout apprécié. Sans perdre de temps, ils vont organiser la contre-attaque. Dans un premier temps, ils répliquaient verbalement en disant que ce choix n'a pas été validé par l'Accord du 21 décembre qui poursuit



Le Groupe « Toutouni » mené par Pascal Adrien, Jorchemy Jean-Baptiste…

ses consultations en vue de désigner son membre au Conseil Présidentiel de Transition. En second lieu, ils vont très rapidement doubler les minoritaires en sortant du placard un ancien Président de la Chambre des députés, Lévaillant Louis-Jeune, en le propulsant membre du CPT. Du coup, la cacophonie règne au sein du groupe qui vient à peine de perdre le pouvoir, d'ailleurs pas tout à fait dans la mesure où ce sont eux qui assument l'intérim avec Michel Patrick Boisvert, le ministre des Finances, en attendant la désignation officielle d'un nouveau Premier ministre à la Primature. Mais, là encore, c'était sous-estimer la capacité de nuisance des minoritaires au sein de l'Accord du 21 décembre. Ils estimaient qu'ils avaient trop souffert de l'arrogance des *« durs »* qui avaient tout fait pour les éloigner d'Ariel Henry et qu'ils sont pour beaucoup dans ce qui est arrivé.

Pour contrecarrer les visées hégémoniques du groupe dit majoritaire, le Groupe Toutouni s'est adressé directement à la CARICOM par courrier afin de s'opposer au choix de Lévaillant Louis-Jeune. Dans sa correspondante, le groupe conteste le droit d'André Michel et des autres de désigner quelqu'un au CPT. *« Le groupe d'André Michel n'était pas autorisé à prendre la parole au nom de l'Accord du 21 décembre »* écrivait-il. Mais, après une semaine de débats, de discussions et de luttes fratricides entre les trois groupes, une entente a finalement été trouvée pour s'asseoir sur ces trois choix sur lesquels aucun consensus n'a pu être trouvé. *« Oui, c'est officiel. Levaillant Louis-Jeune et Vikerson Garnier, les deux candidats, se sont rencontrés et ont trouvé une entente sur Louis Gérald Gilles comme notre représentant au Conseil présidentiel »* devait confirmer Sorel Jacinthe dans la presse le lundi 18 mars 2024. Entre-temps, la CARICOM avait compris qu'entre les acteurs haïtiens rien n'est simple. Il avait prolongé le délai de 48 heures à plusieurs reprises afin de permettre à chaque groupe de valider, par consensus, son membre avant de le nommer au CPT.

Décision utile et politique puisque rares sont les groupes chez lesquels les dirigeants caribéens ne relevaient pas de problème d'égo et d'intention absolue pour accaparer le pouvoir. En effet, avec plusieurs noms en lice auprès de la CARICOM, pour les mêmes groupes ou entités, les dirigeants de l'organisme régional s'étaient fait une raison. Ils demandaient à tous les acteurs de faire un dépassement de soi pour trouver un consensus et de revoir à la baisse leur ambition. Ainsi, les trois groupes de l'Accord du 21 décembre se sont mis d'accord pour désigner le Dr Louis Gérald Gilles, un ancien sénateur Lavalas, passé depuis longtemps au camp du PHTK version Michel Martelly, avec une petite formation dénommée NOULHA, pour être leur représentant au CPT. Avec ce choix qui semble satisfaire tout le monde au sein des amis et alliés d'Ariel Henry, la hache de guerre a été, parait-il, enterrée.

Chose plus surprenante, avec le soutien et l'appui de tous les groupes composant l'Accord du 21 décembre, entre autres, SDP, FUSION, Groupe Toutouni, NOULHA, INITE, Secteur économique, PHTK et divers autres secteurs privés, Dr Louis Gérard Gilles a failli devenir premier Président du Conseil Présidentiel de Transition. Après la pagaille à laquelle on a assisté dans le camp de l'Accord du 21 décembre et des proches de l'ancien locataire de la Primature, Ariel Henry, avec ces trois groupes distincts disputant le leadership de cette coalition, l'image qu'avaient envoyée ceux du Collectif du 30 janvier a surpris les observateurs tant elle était à l'opposé de celle des autres concurrents.

Pourtant, c'est de là qu'auraient dû venir les remous compte tenu de la provenance des partis et regroupements politiques composant ce Collectif. Or, c'est comme une lettre à La Poste, que les diverses organisations politiques se sont mises d'accord sur un nom, un seul, dès que la Communauté internationale avait lancé l'idée d'un exécutif collégial pour diriger Haïti dans cette phase de transition deuxième partie. Durant tout le processus de désignation des membres du Conseil Présidentiel de Transition, à aucun moment de la durée au sein du Collectif 30 janvier, on avait entendu une voix dire qu'elle se porterait sur une personnalité quelconque, et ce, en dépit des spéculations de la presse sur le nom d'Edgard Leblanc Fils. Tout se faisait en silence, dans la discrétion.

Ce qui est rare dans les organisations politiques, surtout en Haïti. Et particulièrement pour un regroupement de partis venus d'horizons différents. Le Collectif du 30 janvier est composé d'au moins une dizaine de partis, parmi les plus en vue : Mouvement Patriotique (Mopod), l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), le Parti populaire Dessalinien, le Parti du Grand Rassemblement pour l'Évolution d'Haïti (GREH), la Ligue Alternative pour le Progrès et l'Émancipation Haïtienne (Lapeh), l'Union Nationale pour l'Intégration et la Réconciliation (UNIR-Haïti), le Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK), etc. Coordonné par Liné Balthazar, Président du PHTK, l'ancien parti de Michel Martelly, ce vieux routier de la scène politique haïtienne a su jouer de son expérience et de sa stratégie pour contenir les ambitions des uns et des autres au sein du groupe durant plusieurs semaines afin d'obtenir le silence de tous jusqu'à la désignation officielle de l'ex-sénateur des Nippes, un vieux briscard de la politique haïtienne depuis des années, Edgard Leblanc Fils, ancien Président du Sénat et de l'Assemblée Nationale en tant que membre du Conseil Présidentiel de Transition.

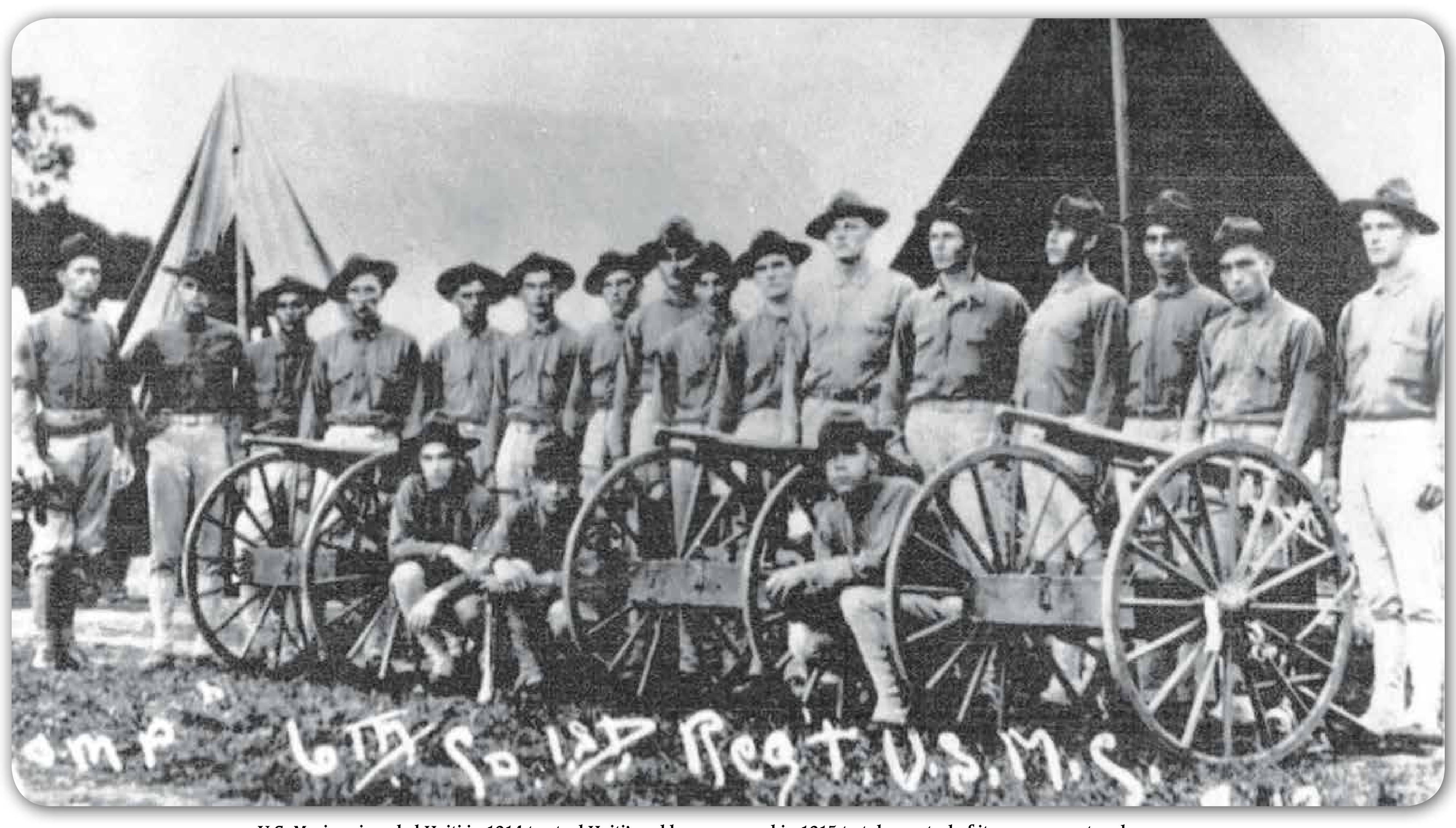
Un coup de maître ! Pas une contestation, ni une voix discordante contre celui qui fut candidat malheureux à l'élection présidentielle au deuxième degré en 2016 face à son collègue, Jocelerme Privert. Edgard Leblanc Fils, certes, est un modéré. Il dirige l'OPL depuis le retrait volontaire du Pr Sauveur Pierre Etienne, à la tête de ce parti après les élections de 2016 et 2017, il aurait pu trouver sur son passage d'autres prétendants à la présidence dont le Collectif n'en manque pas. En plus de ce sans faute, il faut reconnaitre le talent d'organisateur de Liné Balthazar, qui, là encore dans un silence de statue, a mené, négocié et construit une majorité au sein du CPT jusqu'à hisser le représentant du Collectif 30 janvier au sommet en le faisant nommer Président du Conseil au nez et à la barbe du Dr Louis Gérald Gille, archi-favori de l'Accord du 21 décembre et bien entendu de Fritz Alphonse Jean de l'Accord du Montana, lui aussi bien placé pour décrocher la présidence du Conseil.

La déception est encore plus grande chez les Montanais qui, depuis au moins deux ans, préparaient Fritz Alphonse Jean à occuper cette fonction, puisqu'ils l'avaient élu *« Président »* dans la perspective, justement, d'un exécutif bicéphale pour une Transition de rupture. Se faisant coiffer ainsi au poteau par un outsider, on comprend leur déception. Enfin, bouclons ce chapitre de désignation par l'inclassable et la girouette Jean Charles Moïse, leader du parti Pitit Dessalines qui a renversé le cœur de tout le monde avec une volte-face aussi inattendue que déroutante.

En effet, la surprise a été grande pour la République tout entière quand, sur les réseaux sociaux, l'ancien sénateur a fait passer un message annonçant qu'il allait désigner un membre au Conseil Présidentiel de Transition. Personne ne voulait croire à l'authenticité de l'information reprise par tous les médias. Les observateurs tout comme la population n'en revenaient pas puisque, la veille, Jean-Charles Moïse balayait d'un revers de main le projet de la CARICOM d'installer un CPT pour diriger le pays. Le 11 mars 2024, il déclarait ceci *« Nous avons*

suite à la page(16)

"No!" to Another Foreign Military Occupation of Haiti



U.S. Marines invaded Haiti in 1914 to steal Haiti's gold reserves and in 1915 to take control of its government and economy



U.S. troops, seen here patrolling Port-au-Prince with Haitian cops, invaded Haiti for a third time in 2004, leaving behind a UN occupation force which brought massacres, rapes, and a lethal cholera epidemic.



An organized and conscious popular mobilization, like this outside the U.S. Embassy in 2021, is the only remedy for imperialist interference.

by Henriot Dorcent

Since 1806, the Haitian ruling classes have always associated themselves with the former slave-owning powers to maintain neocolonialism over the masses of self-freed slaves, who were our ancestors.

Already in 1825, President Jean Pierre Boyer's government had capitulated by agreeing to pay colonialist France the "independence ransom" of 150 million francs, equivalent to nearly $120 billion today at a rate of 5% per year. To top it off, his government published a rural code which virtually restored the conditions of slavery.

Later, in December 1914, the U.S. government came to plunder the gold reserves of Haiti's National Bank, transporting them to New York without ever returning them to the public treasury for what has now been 110 years. Six months later, the U.S. marines landed with the complicity of Haiti's ruling classes of the time to establish a military occupation which would last 19 years until 1934.

Although the occupiers withdrew in that year faced with resistance from the poor peasantry and the progressives of that era, they nonetheless had killed and imprisoned many Haitians who resisted their invasion (the Cacos led by Charlemagne Péralte and Benoit Batraville among others), massacred the peasants of Marchaterre (near Les Cayes, in Haiti's south) and established forced labor (corvée). In the following decades, Washington subverted Haiti's socio-economic development by installing, through bogus elections and coups d'état, corrupt leaders to head a state which only serves U.S. interests.

Thus, U.S. political and economic domination has continued since then with Washington continuing to fuel socio-political crises, only to then intervene as a supposed savior without ever resolving them.

The imperialisms of the U.S., France, and Canada continue to fuel insecurity in Haiti, while they posture as helping us to find a "Haitian solution" to the crisis they have fomented. Their embassies control the politics and economy of the country, destabilizing the latter through structural adjustments imposed by the IMF, the World Bank, and the Inter-American Development Bank.

The current situation is the immediate consequence of foreign military interventions of 1915, 1994, and 2004, reducing the Haitian state's capacity to ensure the nation's physical security, as evidenced by the Dominican Republic's impertinence and aggression during the construction of the "Dignity Canal" off the Massacre River near Ouanaminthe and cases of kidnappings, rapes, shootings, and massacres carried out by armed groups under the control of the private business sector, PHTK politicians and their allies, and the embassies of Western countries.

The U.S. has now established a new military base in preparation for the arrival of the supposedly Kenyan-led "Multinational Security Support" (MSS) mission, due to deploy in a few days. The invasion force is in fact paid for and led by Washington from behind the scenes.

The progressive vanguard of the struggle of the popular masses must denounce at all times and in all places the coming of this new international force into Haiti, as well as the corrupt Haitian politicians and parties which have joined in the so-called "Temporary Presidential Council" and embrace this illegal intervention.

We need a real revolution in Haiti to end the domination of the capitalist and imperialist powers. Facts are stubborn things, said Vladimir Ilyich Ulyanov Lenin. The organization of the popular masses and raising their political consciousness is the best formula for a popular revolutionary mobilization.

An organized and conscious popular mobilization is the only remedy for imperialist interference, the criminality of armed gangs, the arrogance of Macoute powers, and capitalist exploitation.

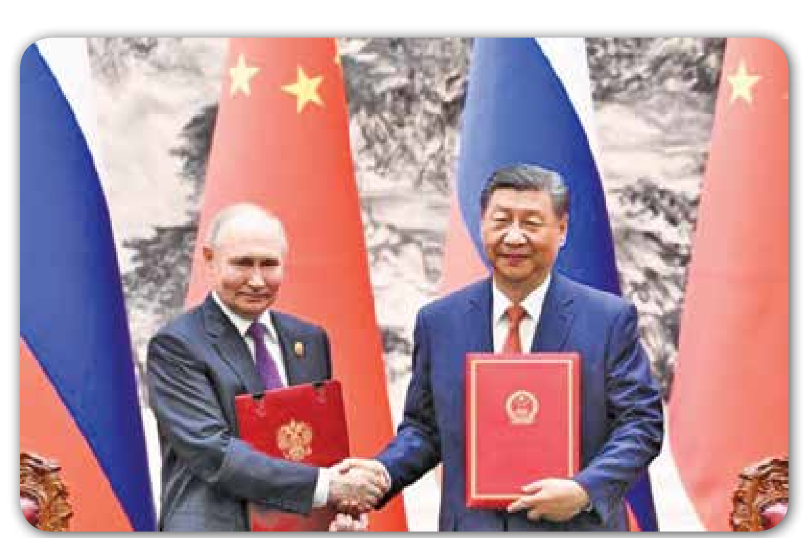
Let us demand from France, whose wealth was built upon enslaving our ancestors, the restitution of the "independence ransom" in addition to generous reparations for slavery with a view to rebuilding our dear homeland.

Homeland or Death!
National Independence or Death!

RUSSIE ET CHINE – DEUX CONTRE UN !



Les délégations présidentielles russes et chinoises



Le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping

Par Ray McGovern

L'accueil de Poutine par Xi Jinping hier à Pékin consacre une coopération stratégique toujours plus étroite, fondamentalement incomprise à Washington.

L'accueil extrêmement chaleureux réservé au président Vladimir Poutine par le président chinois Xi Jinping, hier à Pékin, a concrétisé la formidable évolution de la relation stratégique entre la Russie et la Chine. C'est un bouleversement tectonique de l'équilibre des forces dans le monde.

L'entente entre la Russie et la Chine sonne également le glas de toute velléité pour les néophytes de la politique étrangère américaine de diviser les deux pays. La relation triangulaire est devenue une relation à deux contre un, avec de sérieuses implications, en particulier pour la guerre en Ukraine. Si les petits génies de la politique étrangère du président américain Joe Biden restent dans le déni, l'escalade est presque une certitude.

Dans une interview accordée à Xinhua avant sa visite, Poutine a souligné le «*niveau sans précédent du partenariat stratégique entre nos pays*». Xi et lui se sont rencontrés plus de 40 fois en personne ou virtuellement. En juin 2018, Xi a décrit Poutine comme «un ami de longue date du peuple chinois» et, personnellement, comme son «*meilleur ami*».



Poutine et Xi à Pékin le 4 février 2022. (Kremlin.ru, CC BY 4.0, Wikimedia Commons)

Pour sa part, Poutine a noté jeudi que lui et Xi sont «en contact permanent pour toutes les questions urgentes relatives à l'ordre du jour russo-chinois et international». Poutine est accompagné par le ministre de la Défense, Andrei Belousov, ainsi que de personnalités expérimentées comme le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et d'importants chefs d'entreprise.

Des déclarations qui comptent

Xi et Poutine ont cosigné jeudi une déclaration forte, comparable à la déclaration spéciale que les deux hommes avaient publiée le 4 février 2022 à Pékin. Ils y décrivent leur relation comme «dépassant les alliances politiques et militaires de l'époque de la guerre froide. L'amitié entre les deux États n'a pas de limites, aucun domaine de coopération ne nous est interdit».

La portée de cette déclaration n'a été pleinement perçue que lorsque Poutine a lancé l'opération militaire spéciale dans le Donbass, trois semaines plus tard. La réaction muette de la Chine a scandalisé la plupart des experts, qui avaient écarté la possibilité que Xi donne à son «*meilleur ami*» Poutine, en pratique, une dérogation à la politique fondamentale de non-ingérence de la Chine à l'étranger.

Dans les semaines qui ont suivi, les déclarations officielles chinoises ont clairement montré que les principes des Traités de Westphalie avaient été relégués au second plan, au profit de la «*nécessité pour chaque pays de défendre ses intérêts fondamentaux*» et de traiter chaque situation «*sur la base de ses propres valeurs*».

La guerre nucléaire

La déclaration de jeudi exprime des inquiétudes quant aux «risques stratégiques accrus entre puissances nucléaires», en référence aux tensions croissantes entre l'Ukraine et la Russie, soutenues par l'OTAN. Elle condamne «*l'expansion des alliances militaires et la création de têtes de pont militaires près des frontières d'autres puissances nucléaires, en particulier avec le déploiement avancé d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, ainsi que d'autres matériels*».

Poutine a sans aucun doute informé Xi de la présence de bases de missiles américains en Roumanie et en Pologne, qui peuvent lancer ce que les Russes appellent des «*missiles de frappe offensifs*» avec un temps de vol inférieur à 10 minutes jusqu'à Moscou. Poutine a certainement parlé à Xi des incohérences des déclarations américaines concernant les missiles nucléaires à portée intermédiaire.

Par exemple, Xi sait – tout autant que les consommateurs de médias occidentaux – que lors d'une conversation téléphonique le 30 décembre 2021, Biden a assuré à Poutine que «*Washington n'avait pas l'intention de déployer d'armes de frappe offensives en Ukraine*».

Le Kremlin s'est réjoui en cette veille de Nouvel An, car la promesse de Biden était le premier signe que Washington pouvait reconnaître les préoccupations de la Russie en matière de sécurité. En effet, Biden a abordé cette question clé dans au moins cinq des huit articles du projet de traité russe remis aux États-Unis le 17 décembre 2021. La joie russe a toutefois été de courte durée.

Le ministre des Affaires étrangères, Lavrov, a révélé le mois dernier que lorsqu'il a rencontré Antony Blinken à Genève en janvier 2022, le secrétaire d'État américain a prétendu qu'il n'avait pas entendu parler de l'engagement de Biden envers Poutine le 30 décembre 2021. Au contraire, Blinken a insisté sur le fait que les missiles américains de moyenne portée pourraient être déployés en Ukraine, et que les États-Unis seraient peut-être disposés à en limiter le nombre, a déclaré Lavrov.

Le pire des mauvais calculs

Lorsque Biden a pris ses fonctions en 2021, ses conseillers lui ont assuré qu'il pourrait jouer sur la peur (sic) que ressent la Russie à l'égard de la Chine et semer la discorde entre les deux pays. L'embarras devint manifeste lorsque Biden fit part de ce qu'il avait dit à Poutine lors de leur sommet de Genève, le 16 juin 2021.



Biden et Poutine se rencontrent à la Villa La Grange à Genève, le 16 juin 2021, entourés de Blinken à gauche et de Lavrov à droite.

Cette rencontre a confirmé à Poutine que Joe Biden et ses conseillers étaient coincés dans une évaluation terriblement dépassée des relations entre la Russie et la Chine.

Voici la façon étrange dont Biden a décrit son approche de la Chine avec Poutine : «*Je ne citerai pas [Poutine] – ce qui ne me semble pas approprié – mais permettez-moi de poser une question rhétorique : Vous avez une frontière de plusieurs milliers de kilomètres avec la Chine. Et la Chine cherche à devenir l'économie la plus puissante et l'armée la plus importante et la plus redoutable du monde*».

Le «coup de pression»

À l'aéroport, après le sommet, les assistants de Joe Biden ont fait de leur mieux pour le pousser dans l'avion, mais n'ont pas réussi à l'empêcher de partager sa sagesse sur la Chine : «*La Russie se trouve actuellement dans une situation très, très difficile. Elle est sous pression avec la Chine*».

Après ces remarques, Poutine et Xi ont passé le reste de l'année 2021 à essayer de détromper Biden sur la «*pression chinoise*» prétendument exercée sur la Russie : il ne s'agissait pas de pressions, mais bel et bien de relations fraternelles. Cette démarche mutuelle a abouti à un sommet virtuel Xi-Poutine le 15 décembre de la même année.

La vidéo de la première minute de leur conversation a été reprise par le New York Times, et par d'autres. Pourtant, la plupart des commentateurs ont semblé ne pas en saisir l'importance :

Poutine : «*Cher ami, cher président Xi Jinping.*

En février prochain, j'espère que nous pourrons enfin nous réunir en personne à Pékin, comme convenu. Nous pourrons échanger nos points de vue et participer à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver. Je vous remercie de m'avoir invité à assister à cet événement historique».

Xi : «*Cher président Poutine, mon ami de toujours. J'ai le plaisir de vous rencontrer en fin de cette année par vidéoconférence, pour la deuxième fois cette année, notre 37ème rencontre depuis 2013. Vous avez salué (…) les relations sino-russes en tant que modèle de collaboration internationale au XXIe siècle, en soutenant fermement la position de la Chine sur la préservation de ses intérêts fondamentaux, en vous opposant fermement aux tentatives de diviser nos deux pays. Je l'apprécie grandement*».

Biden n'est-il toujours pas au courant ? Ses conseillers lui ont-ils dit que la Russie et la Chine n'ont jamais été aussi proches, avec ce qui s'apparente à une alliance militaire quasi totale ?

Les élections

Poutine a déclaré qu'il était bien conscient que la politique de Washington à l'égard de la Russie «*est principalement influencée par la politique intérieure*». La Russie et la Chine comprennent très bien que la politique de Biden à l'égard de l'Ukraine va dépendre de l'impératif politique d'être perçu comme un adversaire de la Russie.

Si les têtes brûlées des pays de l'OTAN envoient des «formateurs» en Ukraine, la perspective d'un affrontement militaire reste d'actualité. Ce que Biden doit savoir, c'est qu'en cas d'hostilités déclarées entre la Russie et l'Occident, il risque d'être confronté à plus qu'un simple cliquetis de sabre en mer de Chine méridionale – plutôt au spectre d'une guerre sur deux fronts.

Les Chinois savent qu'ils seront les prochains à bénéficier des bons soins de l'OTAN/Est. Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que le Pentagone considère la Chine comme l'ennemi numéro 1. Selon la stratégie de sécurité nationale du ministère de la Défense, «*les priorités de la Défense consistent d'abord à défendre la patrie, face à la menace multidisciplinaire grandissante que représente la République populaire de Chine*».

Le Pentagone sera le dernier à entonner un requiem pour le précieux monde unipolaire disparu. Que la raison l'emporte.

* Les relations sino-soviétiques ont été le premier champ d'action de Ray McGovern en tant qu'analyste de la C.I.A.. En 1963, les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 220 millions de dollars. En 2023, ils se montaient à 227 milliards de dollars. Faites le calcul.

Consortium News via Spirit of Free Speech



Poutine en vidéoconférence avec Xi le 15 décembre 2021. (Kremlin)



L'hégémonie occidentale continue de s'éroder



« Le rapatriement des réserves d'or coïncide avec une tendance plus large des pays à réévaluer leurs stratégies financières à la lumière de l'évolution de la dynamique mondiale », a déclaré Joseph Mensah.

Par Eduardo Cornejo De Acosta

L'Afrique frappe là où ça fait mal

« Le rapatriement des réserves d'or coïncide avec une tendance plus large des pays à réévaluer leurs stratégies financières à la lumière de l'évolution de la dynamique mondiale », a déclaré Joseph Mensah.

Il n'y a plus de doute, le temps nous donne raison. Un nouvel ordre mondial est en train d'émerger, malgré l'incrédulité de nombreux politiciens ou intellectuels à la rigidité d'esprit inaltérable. Malgré ceux qui considèrent que l'establishment est inaltérable en raison de ses nombreux pouvoirs et de ses ruses.

Quand verrons-nous ce nouvel ordre ? demandent-ils souvent d'un air narquois. Parfois, ils nous traitent de « rêveurs bien intentionnés ». Je pense qu'ils le font par paresse mentale. C'est une loi des sciences sociales que les sociétés sont toujours en mouvement, elles ne sont pas statiques. Oui, c'est vrai, ceux qui dirigent l'économie, la finance, (les vrais, pas leurs représentants) le font depuis des siècles. Ils se consolident en tant que « maîtres du monde » en construisant un pouvoir immense et global.

Ils l'ont fait en monopolisant le savoir, en gérant la religion à leur convenance, en utilisant la science pour mettre ses avancées à leur service. Ils ont conçu l'économie à leur convenance. Ils ont fait du commerce international ce qui leur convenait. Ils ont créé des guerres quand c'était nécessaire.

Mais surtout, et c'est une constante depuis des siècles, en manipulant les esprits. Par le savoir ou par la foi. Le rôle de l'Église catholique dans la construction du statu quo actuel est plus que documenté. Celui des universités construites selon l'optique eurocentrique imposée au monde. Sous sa méthodologie, sous son esprit.

C'est pourquoi nous voyons des intellectuels qui s'identifient comme des gauchistes, lorsqu'il s'agit de questions critiques, adopter les positions des élites mondiales. Ils le font presque sans s'en rendre compte.

C'est pourquoi il leur est difficile et illogique d'accepter l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Mais c'est pour cela que nous sommes ici, pour apporter des éléments à l'appui de nos prêches sur ce qui est déjà perceptible.

Par exemple, la semaine dernière, les médias internationaux ont dû rapporter que plusieurs pays africains ont commencé à retirer leurs réserves d'or des États-Unis en raison des risques liés à l'affaiblissement de l'économie américaine.

Déjà, au début du mois d'avril, on apprenait que l'Afrique du Sud avait décidé de rapatrier ses réserves d'or des États-Unis. Selon les experts économiques, cette décision est liée au nouvel environnement économique mondial.

Une fois la décision sud-africaine rendue publique, un autre géant économique africain, le Nigeria, lui a emboîté le pas. Cette décision viserait à minimiser l'exposition aux vulnérabilités extérieures. « *La décision du Nigeria de rapatrier ses réserves d'or des États-Unis est une décision stratégique en réponse aux perspectives économiques incertaines. L'économie américaine étant confrontée à des défis tels qu'une inflation élevée et un endettement croissant, le Nigeria prend des mesures proactives pour sauvegarder ses richesses et renforcer sa résistance financière* », a déclaré Fatima Abubakar, économiste à l'université de l'État de Gombe.

L'affaire ne s'est pas arrêtée là : quelques jours plus tard, les autorités ghanéennes ont rejoint le Nigeria et l'Afrique du Sud. *« Le rapatriement des réserves d'or coïncide avec une tendance plus large des pays à réévaluer leurs stratégies financières à la lumière de l'évolution de la dynamique mondiale »,* a déclaré Joseph Mensah, économiste à l'université de York. *« Alors que les tensions géopolitiques augmentent et que les conflits commerciaux s'intensifient, les nations donnent de plus en plus la priorité à des mesures visant à exercer un plus grand contrôle sur leurs actifs financiers et à réduire leur dépendance à l'égard des dépositaires étrangers* », a-t-il ajouté.

Washington, l'« Occident collectif », s'inquiète de cette détermination. Il s'inquiète parce que, comme l'a dit un commentateur à l'esprit colonialiste, « le mauvais exemple peut être contagieux ». Il n'a pas tort : d'autres pays ont déjà manifesté leur volonté d'imiter ce qui a été fait par ces grandes économies africaines.

Une telle volonté, manifestement souveraine, était impensable il y a encore quelques années. La colonisation politique et mentale empêchait les dirigeants africains d'agir de la sorte.

L'hégémonie était écrasante, elle ne l'est plus aujourd'hui. Des alternatives à la puissance occidentale existent déjà. En fait, l'Afrique du Sud fait partie des fondateurs des BRICS, le groupe qui supplante le G7 dans la primauté économique mondiale.

Mais ce n'est pas tout. Au-delà des intérêts réels d'un point de vue géofinancier et géoéconomique, les États-Unis, l'Occident, ne sont pas dignes de confiance et les pays du Sud le démontrent.

Ils ne sont pas dignes de confiance parce qu'ils volent les autres pays et prétendent rester impunis. Il y a des précédents à proximité qui confirment ce que nous disons. Par exemple, en 1979, dès le triomphe de la révolution dans la République islamique d'Iran, les actifs de la nation perse ont été saisis par Washington, qui a interdit les importations de pétrole iranien et gelé quelque 11 milliards de dollars d'actifs - environ 35,35 milliards de dollars d'aujourd'hui, en tenant compte de l'inflation.

Ce point a été développé dans un article, 2022, de l'écrivain cubain Hedelberto López Blanch. M. López a déclaré que, en violation de toutes les règles internationales et avec les ruses d'une puissance impériale, un tribunal de New York a ordonné que ces actifs iraniens soient utilisés pour indemniser les victimes du 11 septembre 2001, sans qu'il y ait la moindre indication que la République islamique ait été impliquée dans les attaques terroristes.

Le même jugement a noté que 15 autres milliards de dollars en provenance de Téhéran ont été détournés, en 2004, pour la reconstruction « fantôme » de l'Irak après l'invasion américaine.

Par ailleurs, des milliards de dollars des réserves irakiennes ont disparu des caisses du pays. *« Un cas similaire s'est produit avec les 7 milliards de dollars de la Banque centrale d'Afghanistan déposés dans des institutions financières américaines. La Maison-Blanche, en février 2022, a exigé que ces fonds soient mis à disposition pour aider les victimes du 11 septembre*", écrit López.

N'oublions pas que, suite à l'invasion de la Libye par l'OTAN, 13 milliards de dollars ont été gelés dans une banque belge et ont ensuite disparu, comme l'a affirmé le magazine belge Le Vif. Dans le même ordre d'idée, une ordonnance de la Cour pénale internationale (CPI) a ordonné la confiscation en Italie de plus d'un milliard d'euros provenant de ce pays. Au même moment, Washington menait une opération identique sur 30 milliards de dollars détenus dans les banques américaines. « *Dans les institutions britanniques, les avoirs libyens dont on ne sait pas où ils se trouvent s'élèvent à 12,5 milliards de dollars »*, commente l'auteur de l'article.

L'article publié dans Rebelión mentionne le cas de Cuba, un pays dont le blocus économique, commercial et financier a gelé plus de 245 millions de dollars dans les banques américaines depuis 1963. Ceux-ci ont disparu, les différentes administrations américaines les ayant remis à des membres de la mafia cubano-américaine basée à Miami.

Or, et c'est pourquoi il est toujours bon de contextualiser, tout cela s'est fait au tournant du siècle, quand l'hégémon était à l'aise, sans contrepoids valable.

C'est pourquoi il n'y a pas eu de grands bouleversements ni de risques. Le problème, et c'est ce qui agite les eaux géopolitiques mondiales, c'est quand ils commencent à les lancer contre la Russie, une puissance politique, économique et militaire. « *Après que Moscou a lancé l'opération militaire spéciale en Ukraine, visant à démilitariser et à dénazifier le pays voisin, Washington et ses alliés occidentaux ont bloqué quelque 300 milliards de dollars d'actifs russes, soit environ la moitié des réserves internationales du géant eurasien. C'est l'argent que les pays occidentaux paient depuis des années pour les importations de gaz russe :*, a rappelé M. Pérez.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a qualifié cet acte de vol et a prédit qu'il constituerait *« la destruction de la base même des relations internationales et frapperait les Européens eux-mêmes, le système financier et saperait la confiance dans l'Europe et l'Occident en général, parce qu'il s'agit d'un arbitraire total semblable à la loi de la jungle »*.

C'est ce qu'a déclaré M. Lavrov en 2022. Aujourd'hui, dans la décision des pays africains, et d'autres qui se joindront, nous voyons les effets de cet arbitraire, de ce vol. La confiance a été érodée. Les pays du Sud ne tolèrent plus l'injustice et, en plus, ils agissent pour l'empêcher.

D'ailleurs, en 2013, le gouvernement allemand a demandé à la Réserve fédérale américaine de rapatrier ses réserves d'or. Le gouvernement américain a refusé, et a même tenté d'étouffer l'affaire. La grande presse a préféré l'ignorer, la passer sous silence. Il y a eu des tensions entre les gouvernements. Jusqu'à ce que, après de nombreux mois d'incertitude, il soit annoncé que la totalité de l'or serait restituée en 2017.

Avec un peu de recul, on se souvient que la Réserve fédérale américaine est l'une des organisations les plus secrètes au monde, qui a stocké pendant de nombreuses années de grandes quantités d'or provenant de différents pays.

On pensait qu'il s'agissait de l'un des endroits les plus sûrs pour les réserves. Aujourd'hui, la situation a changé, car l'or qui y est stocké s'épuise à force d'être vendu, renfloué ou utilisé comme garantie financière.

Pire encore, la demande allemande de rapatriement de l'or stocké à la Réserve fédérale américaine, qui devait être faite en 2017, a été reportée à 2020. Il y a deux ans, des rapports, notamment ceux de RT, soulignaient que l'Allemagne avait des raisons de s'inquiéter. En général, les institutions financières américaines sont connues pour vendre ce qui n'existe pas vraiment.

Un antécédent ? En 2012, Goldman Sachs vendait des certificats d'or en affirmant qu'ils étaient garantis par le métal présent dans ses coffres. Il s'est rapidement avéré qu'il n'y avait pas d'or dans ses coffres. L'institution financière, qui a fait couler beaucoup d'encre, travaillait sur la base d'un système de réserves fractionnaires, présumant que peu de déposants exigeraient le remboursement de leur or.

Au Venezuela aussi, le calibre des banquiers occidentaux, en particulier des Britanniques, est reconnu. La Banque de Londres rechigne à remettre les millions de dollars en or déposés dans ses coffres par l'État vénézuélien.



En 1979, dès le triomphe de la révolution en République islamique d'Iran, Washington saisit les avoirs de la nation perse, interdit les importations de pétrole iranien et gèle quelque 11 milliards de dollars d'avoirs - quelque 35,35 milliards de dollars aujourd'hui, compte tenu de l'inflation.

S'abritant derrière une série d'artifices juridiques, elle ne les remet pas. Mais, comme je l'ai dit, cet arbitraire nuit aux entreprises britanniques.

De moins en moins de pays leur font confiance. Nous insistons sur le fait que la décision africaine est éloquente, précieuse et courageuse. Mais elle est surtout hautement symbolique. C'est ainsi que se reconfigure le nouvel ordre mondial, avec des actions concrètes qui affectent l'économie de l'hégémon et de ses complices.

CuatroF 13 Mai 2024
Traduction Bernard Tornare
15 Mai 2024

Bolivie : La stratégie impérialiste



Les États-Unis utilisent la fameuse stratégie "diviser pour régner" dans leur politique visant à désunir les peuples en lutte

Par Camilo Katari

On sait bien que la vieille maxime de diviser pour régner a été et est toujours l'une des armes les plus mortelles pour renverser les processus révolutionnaires dans le monde et évidemment en Bolivie.

Le « *diviser pour régner* » en Bolivie a été mis en place pendant la période de révolte populaire de 1952, qui a fini par détruire de l'intérieur le MNR et la pensée révolutionnaire. Les fractions du MNR ont réussi à diviser les paysan de Cochabamba, du nord de Potosi, et ensuite au niveau national, en faisant s'affronter les paysans et les mineurs. Siles Suazo a essayé de diviser la COB en fondant, la COBUR parallèle. Pour sa part, le putschiste René Barrientos a unifié le mouvement paysan avec le pacte militaire paysan et a aggravé les affrontements avec les mineurs. Le dictateur Banzer a utilisé la figure des coordinateurs du travail pour annuler la force de la COB et des syndicats.

Aujourd'hui, nous avons une situation de division, nous l'avons déjà dit, induite par le département d'État et la CIA aux États-Unis. Les acteurs actuels de cette situation qui se définissent comme de gauche savent très bien comment agit l'impérialisme pour briser les processus révolutionnaires, (quelqu'un a même écrit et produit des vidéos à ce sujet,) mais même ainsi, ils continuent à faire partie de ce réseau de division d'un processus qui promet des changements en Amérique latine, et qui, dans le cas de la Bolivie, avait obtenu l'unité de tous les acteurs en une seule cause commune : la transformation de l'État.

Pour plus de détails sur l'action impérialiste dans des zones considérées comme dangereuses en raison de la radicalisation des acteurs et de leurs projets politiques, nous citerons la description qu'en fait un authentique révolutionnaire : « *Les puissances coloniales ont immédiatement mis au premier plan l'histoire de ce qu'elles appellent des assassinats, et ont immédiatement essayé de semer quelque chose que les impérialistes cherchent toujours à semer, la division* ». Parce que « *ici, il y avait des assassins communistes qui tuaient mais il y avait un patriote naïf, appelé Fidel Castro qui n'avait rien à voir avec eux et qui pouvait être sauvé. Ils essayaient de diviser les hommes qui avaient lutté pour une même cause avec des prétextes et des arguments insignifiants et ont continué à avoir cet espoir pendant un certain temps.* » Che Guevara, juillet 1960.

Ici et maintenant, les agents de l'impérialisme, non seulement ont toujours cet espoir de diviser les forces motrices du processus de changement, qui sont les organisations des nations originaires mais aussi d'en finir avec les idées qui leur donnent le soutien vital d'action comme la décolonisation, un mot plus redouté que « communisme » par les États-Unis, parce qu'il remet en cause leur nature géopolitique et leur conviction d'être le peuple choisi par Dieu pour imposer sa volonté.

La véritable lutte anti impérialiste et la lutte que sont en train de livrer les dirigeants d'organisation des organisations, deux peuples originaires du pays, du département, des provinces et des communes pour maintenir l'unité de leurs organisations. C'est la véritable lutte et non les déclarations de porte-parole officieux, qui alimente ces intentions concrètes de division, en se transformant en complice, de ce qui veulent enterrer le riche processus anti-colonial qui part de la forteresse de Willkabamba et a de multiples pulsations, comme les Katari-Sisa-Amaru, Juana Azurduy, les Willka, Barzola et Domitila, Che et Inti, les guerriers de l'eau, ceux qui marchent pour le territoire, et les victimes d'innombrables massacres. C'est cette mémoire qu'ils veulent enterrer, et il y a des « dirigeants » qui participent à cet objectif. D'autre part, nous sommes surpris, dans ce scénario de division, par le silence sépulcral des organisations ouvrières qui semblent être devenues des syndicats « jaunes ».

Resumen Latinoamericano 15 de mayo de 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 16 Mai 2024

Les misères du colonialisme



Des familles palestiniennes fuient leurs villages de Galilée en direction du Liban avec, pour seuls biens, des effets transportables à pied, 1948. KEYSTONE

Par Jesús Valencia

Une grande partie de l'humanité suit avec rage ce qui se passe en Palestine. Des manifestations multiples et massives tentent d'arrêter le génocide qui s'aggrave de jour en jour. Presque en même temps, nous assistons à un spectacle désolant : de nombreux dirigeants occidentaux ont approché Israël pour lui offrir soutien et armes. Solidarité altruiste avec un peuple qui, disent-ils, se défend contre ceux qui tentent de le détruire ? Non, pas du tout. Le terme « solidarité » n'a pas sa place dans le dictionnaire capitaliste. Quant à Israël, rien n'est plus faux que de le présenter comme un peuple inoffensif, attaché à sa terre et ami de son voisinage.

Le sionisme est né au cœur d'une Europe expansionniste et coloniale. Le capitalisme projette de conquérir le monde en occupant des terres étrangères et en écrasant leurs habitants. Le sionisme, expression du capital financier juif, a voulu participer à ce pillage, malgré un déficit important. Leurs collègues capitalistes (bien qu'ils n'aient pas d'autre patrie que les dividendes) étaient implantés dans des territoires précis, se prévalaient d'une histoire nationale et se drapaient dans leurs drapeaux respectifs. Les sionistes, en revanche, n'avaient pas tous ces attributs et voulaient les obtenir à tout prix. Ils se sont approprié une histoire que la plupart des sionistes européens ont ignorée, se sont proclamés croyants en des convictions trop grandes pour eux et se sont vantés d'une culture qui ne signifiait rien pour eux. Pour tenter de légitimer l'usurpation d'un tel bagage, ils ont diffusé le canular selon lequel la Palestine était une terre sans peuple.

Leurs compères colonialistes ont facilement accepté ce canular absurde, ont ouvert les portes aux sionistes arrivant de différents pays et ont confié à la Grande-Bretagne le protectorat d'un tel outrage. L'impérialisme, bien que conscient de la réalité de la Palestine, l'a ignorée. La déclaration Balfour, courte comme la honte, prévient en 1917 qu'elle protégera les intrus sionistes ; les indigènes, contrairement aux directives du protectorat, sont ignorés et réduits à l'état de sujets colonisés de bas étage. La population palestinienne majoritaire avait jusqu'alors vécu en bon voisinage avec la minorité juive qui résidait également sur le même territoire ; un certain nombre d'entre eux, prévoyant ce qui allait arriver, sont partis pour ne plus jamais revenir. Ils n'avaient pas tort.

La population palestinienne a rapidement affronté le colonialisme sioniste comme un prédateur de biens, un accapareur de terres et un assassin de personnes. La première confrontation a eu lieu en 1890 et, sous différentes formes, se poursuit encore aujourd'hui. Les soulèvements répétés et exemplaires qui ont eu lieu depuis lors jusqu'à aujourd'hui ont conservé deux constantes. La première : le capitalisme impérialiste s'est toujours rangé du côté des sionistes pour étouffer les droits légitimes de la population autochtone. La seconde : depuis 1967, les organisations de résistance palestinienne ont formulé leur pensée avec une clarté étonnante : *« Nous ne sommes pas des ennemis du judaïsme en tant que religion, ni de la race juive. Notre lutte est contre l'entité sioniste, colonialiste et impérialiste qui a occupé notre patrie ».*

Les mobilisations mondiales actuelles contre le génocide israélien devraient être justes : répudier le sionisme en tant que partie intégrante de l'impérialisme colonial.

Rebelión 16 Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
17 Mai 202

La campagne écrasante de l'Occident contre le Venezuela



María Corina Machado

Par Hedelberto López Blanch

Les gouvernements occidentaux et les médias hégémoniques ont certainement apporté un soutien énorme à la tentative de dénigrement des élections présidentielles qui auront lieu au Venezuela le 28 juillet.

Ce qui se passe, c'est que les États-Unis et les nations occidentales développées, depuis que le leader bolivarien Hugo Chávez Frías a remporté les élections en 1999, ont eu recours à toutes sortes d'extorsions économiques, d'agressions, d'attaques armées et même de tentatives d'assassinat pour tenter de renverser le gouvernement vénézuélien qui, malgré ces conditions, a maintenu les bannières de la souveraineté et de l'indépendance.

Un tel affront ne peut être toléré par l'empire américain, qui continue de croire que l'Amérique latine est son arrière-cour et qu'il ne peut y avoir dans la région de gouvernements démocratiques œuvrant pour le bien-être de ses peuples.



Corina Machado avec le président George Bush, vers 2005. À l'époque, Machado était à la tête d'une organisation appelée Súmate, axée sur les droits politiques. CHARLES DHARAPAK (AP)

Il s'avère aujourd'hui que pour les États-Unis, il existe deux types d'opposants au gouvernement vénézuélien, les uns « paresseux » et les autres « durs ». Avec ces ruses, ils veulent imposer des candidats corrompus et antipatriotiques, alliés de Washington dans son obsession de renverser la révolution bolivarienne.

Dans ce contexte, la figure de María Corina Machado, frappée depuis 2015 d'une interdiction d'exercer une fonction publique pendant une période de 15 ans, comme indiqué dans l'avis du contrôleur général de la République, apparaît une fois de plus. Par conséquent, la décision actuelle de la Cour suprême de justice du Venezuela n'est pas sa disqualification, mais la ratification d'une décision prise il y a 9 ans.

Qui est Corina Machado ?

Le 31 mai 2005, Corina Machado a commencé ses activités anti-bolivariennes en rencontrant le président George W. Bush à la Maison Blanche, lui demandant de l'aider à renverser Hugo Chávez, quelques mois avant le Sommet des Amériques, où l'empire espérait approuver la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

La même année, elle est jugée pour avoir signé le « décret Carmona » qui a validé le coup d'État du 10 avril 2002 au Venezuela. Elle est également jugée pour conspiration car une ONG qu'elle a créée a reçu une subvention de 53 000 dollars de la National Endowment for Democracy, financée par le Congrès américain. Pour ces deux chefs d'accusation, elle a été condamnée à 28 ans de prison, mais a été amnistiée par le président Hugo Chávez.

En mars 2014, lors des sanglantes « guarimbas » organisées par la droite vénézuélienne, Machado est apparue en tant qu'« ambassadrice suppléante » du Panama à la session du Conseil permanent de l'OEA, et a utilisé cette plateforme pour attaquer le gouvernement Maduro. Machado était alors membre de l'Assemblée nationale vénézuélienne, ce qui ne l'a pas empêchée de demander à l'OEA d'autoriser une intervention militaire pour renverser le président.

En 2017, elle a de nouveau soutenu les nouvelles guarimbas de droite orientées par les États-Unis.

María Corina, avec le « président autoproclamé » Juan Guaidó, a promu les plus de 900 extorsions économiques et financières dictées par Washington et Bruxelles contre le Venezuela, en même temps qu'elle a cédé à des étrangers les entreprises CITGO, aux États-Unis, et Monómeros, le plus grand fabricant d'engrais, en Colombie.

Ils ont également été complices de la saisie au Royaume-Uni de 31 tonnes d'or d'une valeur de 3 milliards de dollars et du blocage d'actifs financiers à Washington et dans l'Union européenne. Le préjudice économique causé est estimé à plus de 140 milliards de dollars.

Pour les futures élections, l'organisation de Corina, Vente Venezuela, a été annulée en tant qu'organisation politique après avoir échoué à se présenter à deux élections consécutives, conformément à la loi organique sur les partis politiques. Pour pouvoir participer à ce concours, elle devait se réinscrire avec le soutien de 5 % des listes électorales dans douze entités vénézuéliennes, ce qu'elle n'a pas fait.

Par conséquent, la remplaçante désignée de Machado, Corina Yoris, n'a pas pu se présenter non plus, car le délai d'inscription au Conseil national électoral (CNE) a expiré, alors que 13 autres candidats de l'opposition, issus de différents partis politiques, ont pu le faire.

Il s'agit de Luis Eduardo Martínez (Acción Democrática) ; Edmundo González (Plataforma Unitaria) ; Daniel Ceballos (Arepa et Voluntad Popular) ; Juan Carlos Alvarado (COPEI) ; Benjamín Rausseo (Confederación Nacional Demócrata) ; Antonio Ecarri (Alianza del Lápiz) ; Javier Bertucci (El Cambio) ; Enrique Márquez (Centrados) ; Manuel Rosales (Un Nuevo Tiempo) ; José Brito (Primero Venezuela) ; Claudio Fermín (Soluciones para Venezuela) ; Luis Ratti (Derecha Democrática Popular).

Mais aucun de ces opposants n'est soutenu par les États-Unis, l'Union européenne et les putschistes de la droite vénézuélienne parce qu'ils le considèrent comme des « fainéants » contre le gouvernement. Ils veulent que María Corina Machado devienne un autre Javier Milei, qu'elle s'aligne sur l'empire et qu'elle remette toutes les richesses naturelles du Venezuela aux transnationales et aux pays occidentaux, tout en détruisant le gouvernement bolivarien.

La question est la suivante : dans quel pays, avec les antécédents de María Corina en matière de corruption et de coup d'État, serait-elle libre aujourd'hui ? La réponse est évidente, mais attention, ne vous laissez pas tromper par la forte campagne des médias hégémoniques de droite.

*Hedelberto López Blanch est un journaliste, écrivain et chercheur cubain, spécialiste de la politique internationale.

Cubainformacion 12 Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
11 Mai 2024

Le département d'État reconnaît avoir menti mais ne retire pas Cuba de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme



Département d'État des Etats-Unis d'Amérique

Le département d'État a annoncé aujourd'hui que Cuba n'est pas incluse dans son rapport de 2023 sur les pays qui ne coopèrent pas dans la lutte contre le terrorisme, reconnaissant ainsi tacitement que son mensonge est insoutenable.

Un document envoyé aux membres du Congrès et repris par des médias signale que « le 15 mai, le secrétariat d'État des États-Unis a déterminé et certifié sous la section 40 A de la loi de contrôle des exportations d'armes, que 4 pays - la Corée-du-Nord, l'Iran, la Syrie et le Venezuela - n'ont pas coopéré pleinement avec les efforts des États-Unis contre le terrorisme en 2023.

Ce texte ajoute que le département d'État a déterminé que les circonstances pour la certification de Cuba en tant que pays qui ne coopère pas pleinement avec les efforts contre le terrorisme ont changé entre 2022 et 2023 et que, par conséquent, la chancellerie ne désigne pas cette île de cette façon pour l'année 2023, selon la section 40 A de la loi de contrôle des exportations d'armes.

Mais la même entité affirme que son rapport n'est pas suffisant pour retirer Cuba de la liste vicieuse et politisée des pays qui patronnent le terrorisme et que cette désignation est soumise à la « loi et aux critères établis par le Congrès.

Bien que les membres du Gouvernement Biden connaissent bien les efforts de Cuba dans la lutte contre le terrorisme et pour la paix dans notre région et qu'on ait eu des réunions bilatérales prometteuses dans le domaine de l'application de la loi, la Maison-Blanche n'a rien fait pour éliminer Cuba de cette liste dans laquelle elle n'aurait jamais dû entrer. *« Les mesures que Biden pourrait prendre pour améliorer les relations ne manquent pas. Beaucoup des sanctions imposées par Trump sont toujours en vigueur et paralysent l'économie cubaine, appauvrissent les familles cubaines et aggravent la crise migratoire. Le premier pas le plus évident est de sortir Cuba de la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme international, une désignation qui n'a pas de base ni factuelle ni juridique mais qui rend extrêmement difficile pour Cuba de participer à des transactions financières internationales normales. »* William LeoGrande, universitaire étasunien, janvier 2023

La décision à ce sujet, prise par le Gouvernement de Trump en janvier 2021, à quelques jours de la fin de son mandat, a représenté un tour de vis encore plus grand dans l'application du blocus contre Cuba, en particulier dans le domaine financier et bancaire.

Auparavant, en mai 2020, le département d'État dirigé par Mike Pompeo avait catalogué Cuba, comme pays qui ne coopérait pas avec les efforts contre le terrorisme, une appellation qui a été modifiée aujourd'hui.

De nombreux pays du monde, y compris le gouvernement de Colombie–dont le président précédent avait fourni des prétextes pour que Cuba entre dans cette liste– ainsi que de nombreuses personnalités et coalitions sociales aux États-Unis, même demandent depuis longtemps que Washington retire la désignation de Cuba comme Etat soutenant le terrorisme et lève le blocus. *« Cuba n'est pas un État qui soutient le terrorisme a été un slogan dès l'instant où je suis entré au département d'Etat, jusqu'au moment où je l'ai quitté. » « C'est une fiction que nous avons créée… pour renforcer la justification du blocus. »*

Larry Wilkerson, chef de cabinet du secrétaire d'État Colin, Pohel, sous le gouvernement de bouche, sur NBC, 20 octobre 2022. Le Gouvernement de Barack Obama avait retiré Cuba de cette liste politisée en avril 2015, peu après l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

Cubadebate15 Mai 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 16 Mai 2024

AVIS

Il est porté à la connaissance de tout le monde généralement quelconque , sans distinction et du grand public en particulier, que dans le cadre du dossier de divorce opposant le sieur LEMY James contre son épouse Valessa Louis, le tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu en date du 27 Janvier 2023 un Jugement par défaut en faveur du sieur LEMY James aux torts de son épouse Valessa LOUIS pour injures graves et publiques, avec l'assistance du sieur Sauvens Junior THELEMARQUE , greffier et de Me MICHEL Christophe , Substitut Commissaire du Gouvernement.

Pour le Cabinet Me JOSEPH Richmond, Av

AVIS

Il est porté à la connaissance de tout le monde généralement quelconque, sans distinction et au grand public en particulier, que dans le cadre du dossier de divorce opposant la dame Pierre Antoine Serge PHANOR née Marjorie Pierre NOEL contre son époux Pierre Antoine Serge PHANOR. Le tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu en date du 27 Janvier 2023 un jugement par défaut en faveur de la dame Pierre Antoine Serge PHANOR née Marjorie Pierre NOEL aux torts de son époux le sieur Pierre Antoine Serge PHANOR pour injures Graves et publiques, avec l'assistance du sieur Sauvens Junior THELEMARQUE, greffier et de Me MICHEL Christophe Substitut Commissaire du Gouvernement.

Pour le Cabinet Me JOSEPH Richmond, Av

AVIS

Vu les dispositions de l'article 287 du code de procédure civil. Octroyé défaut contre les assignés Emmanuel Siméon et Marie Eustache Pierre n'ayant pas comparu ni personne pour eux , en dépit de l'assignation en date du dix-neuf avril deux mille vingt et un de la sommation d'audience en date du six février deux mille vingt trois. Pour le profit dudit défaut, déclare Madame Dubois Jocelyne PIERRE propriétaire de la propriété fonds et bâtisses sise à la rue Monseigneur Guilloux , ci-devant rue l'Egalité, d'une superficie soixante-quatre mètres carrés quatre décimètres carrés , bornés au nord par Edgard Comeau au Sud par un passage commun de 1 mètre 62,5 ou cinq mètres de large lui donnant accès à la rue Monseigneur Guilloux à l'est par les ayant droit de Germaine Hyppolite; à l'ouest par les ayant droit de Madame Levèque Ricot ; imposés selon la quittance CFPB numéro 310.000.02 pour l'exercice fiscale 2022/ 2023. Ordonne l'expulsion des lieux des assignés; condamne solidairement les assignés à verser à la Requérante deux cent mille gourdes de dommages-intérêts; Accorde l'exécution provisoire sans caution; Commet l'huissier Jean Garry Joseph pour la signification. Donné de nous, Maudelair Barthélus, juge en audience publique et ordinaire du jeudi vingtième jour du mois de Juillet de l'année deux mille vingt trois, An 219ème de l'indépendance, en présence de Romain Orange, Substitut Commissaire du Gouvernement près de ce ressort représentant du Ministère public assisté de Pierre Oussel Beauport Greffier en siège, Jean Garry Joseph immatriculé au greffe dudit Tribunal

Il est ordonné..... etc....

En foi de quoi....etc...

Pourquoi Israël n'est pas puni mais Cuba l'est ?



Le traitement très différent de Cuba et d'Israël illustre la faillite morale de l'ordre occidental

Par Marc Vanderpitte

Certains croient et d'autres aiment proclamer que la politique internationale est fondée sur des valeurs et de bonnes intentions. Le traitement réservé à Israël et à Cuba détruit complètement cette croyance.

Où est la logique ? Cuba, un pays qui ne fait de mal à personne et qui envoie plus de médecins dans le monde que l'Organisation mondiale de la santé, a été sévèrement sanctionné pendant plus de 60 ans.

En revanche, l'État d'apartheid d'Israël perpètre un génocide sous nos yeux et aucune sanction économique ne lui est imposée. Au contraire, il reçoit des milliards de dollars d'aide et beaucoup d'armes lourdes pour perpétrer ces massacres. Quelles sont les raisons de ce double scandale ?

Des exemples punitifs

Malgré son caractère illégal, le blocus économique, commercial et financier de Cuba est la pièce maîtresse de la politique américaine à l'égard de l'île depuis la victoire de la révolution en 1959. Cette politique est ce que Chomsky décrit comme *« l'obsession hystérique de Washington d'écraser Cuba »*.

Plusieurs raisons expliquent cette obsession. À la fin du XIXe siècle, Cuba a été incorporée en tant que néo-colonie des États-Unis, qui contrôlaient dès lors des pans importants de l'économie cubaine et ne voulaient pas perdre ce contrôle. Mais surtout, il était inacceptable qu'un pays situé à peine à 180 km des États-Unis prenne une voie progressiste. De plus, cela pouvait inciter d'autres pays à suivre le même chemin. Il fallait donc étouffer cette révolution dans l'œuf.

Selon un mémorandum du ministère des Affaires étrangères datant de 1960, « *tous les moyens possibles devaient être utilisés immédiatement pour affaiblir la vie économique de Cuba* ». L'objectif était de « *réduire les salaires, provoquer la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement* ».

Peu après, l'administration Eisenhower a imposé un embargo qui allait devenir un blocus économique (en plus de faire pression sur les pays tiers pour qu'ils cessent leurs relations économiques avec Cuba). Le premier objectif des sanctions économiques était de mettre fin à la révolution et, en cas d'échec, d'endommager le pays autant que possible afin que le socialisme cubain ne soit pas un exemple pour d'autres pays.

Et cet exemple ne s'applique pas seulement à l'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis eux-mêmes. Un quart des citoyens américains déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille reportent le traitement d'une maladie grave en raison de son coût. Les études ne sont réservées qu'aux personnes très riches ou aux étudiants prêts à s'endetter lourdement.

À Cuba, de telles situations sont impensables ; là-bas, être malade ou étudier n'est pas un luxe. Le pouvoir d'achat est beaucoup plus faible qu'aux États-Unis, mais les soins de santé et l'éducation sont gratuits. Un Noir résidant aux États-Unis meurt en moyenne six ans plus tôt qu'un Cubain et la mortalité infantile à Cuba est plus faible qu'au *"pays de la liberté"*.

À force d'essais et d'erreurs, Cuba a réussi à construire un type de société différent, qui ne se concentre pas sur le profit, mais sur le développement social, intellectuel et culturel de son peuple. Malgré de sévères sanctions économiques, Cuba se situe dans la moyenne de l'OCDE, le club des pays riches, en termes d'espérance de vie, de mortalité infantile, de niveau d'éducation, etc.

Cuba obtient ce score social élevé avec un revenu par habitant huit fois inférieur à celui des États-Unis. Si Cuba est capable d'accomplir tant de choses avec si peu de ressources et malgré le blocus, de quoi les États-Unis ne seraient-ils pas capables ?

Actuellement, 30 000 professionnels de la santé cubains travaillent dans 66 pays, dont l'Italie. Au cours des 60 dernières années, les médecins cubains ont soigné deux milliards de personnes dans le monde. Si les États-Unis et l'Europe faisaient le même effort que Cuba, ils enverraient ensemble plus de deux millions de médecins dans le monde et la pénurie de personnel de santé dans le Sud serait résolue du jour au lendemain.

Le blocus économique le plus long et le plus étendu de l'histoire

Est-ce aussi la raison pour laquelle Cuba est tellement sous les feux de la rampe ? En tout cas, le gouvernement américain lui-même déclare que le blocus contre Cuba est « *l'une des sanctions américaines les plus complètes contre un pays* ». L'objectif est d'isoler économiquement l'île le plus possible du reste du monde et donc de lui nuire le plus possible.

Sous Trump, cet isolement s'est intensifié à des niveaux sans précédent avec 243 nouvelles sanctions sévères et l'inscription de Cuba sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme (SSOT), ce qui exclut Cuba des transactions bancaires internationales et rend de plus en plus difficile l'achat de produits de première nécessité tels que le carburant, la nourriture, les médicaments et les produits d'hygiène.

M. Biden a maintenu ces sanctions renforcées, ce qui a eu des conséquences désastreuses. Il en résulte aujourd'hui des pénuries de nourriture, de médicaments et d'énergie. Pendant la pandémie, les États-Unis ont même empêché la fourniture de respirateurs à Cuba, alors que le pays en avait un besoin urgent, ce qui a entraîné de nombreux décès. Selon la convention des Nations unies (article II, b et c), le blocus peut être qualifié de génocide.

La nature extraterritoriale du blocus rend impossible ou risquée l'établissement de relations économiques avec Cuba pour les entreprises ou les institutions financières européennes. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et d'une atteinte à la souveraineté européenne. Mais l'Union européenne se soumet à cet esclavage et devient ainsi complice du régime de sanctions américain.

En novembre dernier, l'Assemblée générale des Nations unies a condamné à une écrasante majorité le blocus américain contre Cuba pour la trentième année consécutive. Le seul pays qui, avec les États-Unis, a refusé de condamner le blocus est… Israël. Il est donc intéressant d'examiner ce pays et ses relations avec les États-Unis.

L'une des campagnes militaires les plus destructrices de l'histoire

Alors que Cuba est dans le collimateur des États-Unis depuis plus de 60 ans et subit le plus long blocus économique de l'histoire, l'État juif peut presque tout se permettre.

Selon les experts, la campagne militaire à Gaza est « *l'une des plus meurtrières et des plus destructrices de l'histoire récente* ». Des civils sont tués et des quartiers entiers sont rasés à une échelle que l'on pourrait qualifier d'industrielle, et ce, avec l'aide de technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle.

En un peu plus de quatre mois, plus d'enfants sont morts à Gaza qu'en quatre ans de guerres dans le monde. Des chiffres similaires ont été enregistrés pour le nombre de journalistes tués. En plus de ces "bombardements de saturation" destructeurs, Israël affame délibérément la population civile palestinienne, selon un expert de haut niveau des Nations unies. Officiellement, l'objectif est d'éliminer le Hamas. Mais la férocité et la cruauté de l'opération trahissent qu'il s'agit d'un prétexte pour rendre la région inhabitable et déporter complètement la population.

Sans la résistance égyptienne et la pression internationale, la population de la bande de Gaza aurait pu être expulsée vers le désert du Sinaï.

En janvier, la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye a estimé qu'il existait en tout état de cause des preuves suffisantes pour enquêter sur Israël pour génocide. Pour Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, « *le seuil indiquant la commission du crime de génocide a été franchi* ».

Racisme et militarisme

Ce massacre n'est pas un excès, mais le fruit et peut-être l'aboutissement du vieux rêve sioniste de dominer la région "de la mer au Jourdain", comme le stipule la charte du parti de Netanyahou. Ce rêve sioniste ne peut être réalisé que sur la base du racisme et du militarisme.

Israël a été décrit à juste titre comme « *l'État le plus raciste du monde* ». La création de l'État juif en 1948 s'est accompagnée d'un massacre de masse et d'un

suite à la page(16)

Suite de la page (15)

nettoyage ethnique d'environ la moitié de la population palestinienne. Par la suite, l'État israélien s'est efforcé d'avoir le moins de Palestiniens possible sur le plus grand nombre possible de territoires annexés.

Avec la guerre des six jours de 1967, Israël a quadruplé son territoire et a ensuite commencé la colonisation active de la Cisjordanie, où la population palestinienne souffre d'humiliation, d'humiliation et de privation. Des milliers de Palestiniens, dont des enfants, ont été enlevés et détenus pendant des années sans jugement dans les prisons israéliennes.

Mais ce n'est rien comparé à Gaza. Sa population est soumise à un blocus total depuis 2007. La bande de Gaza est devenue un véritable camp de concentration. Ce n'est pas pour rien qu'Amnesty International a qualifié Israël d'État d'apartheid.

Israël est aussi probablement l'État le plus militariste du monde. Après le Qatar, Israël est le pays qui dépense le plus par habitant pour la production de guerre. La société civile est entièrement imprégnée de soldats et d'installations militaires. Avec un service militaire complet pour tous les hommes et toutes les femmes, et un service de réserve pour l'ensemble de la population juive jusqu'à l'âge de 40 ans, les Juifs israéliens alternent constamment entre le rôle de civil et celui de soldat, et la ligne de démarcation entre les deux s'estompe.

L'industrie militaire est l'une des plus avancées au monde. Son succès repose sur deux éléments. Tout d'abord, le service militaire obligatoire, qui sélectionne les meilleurs esprits scientifiques et technologiques pour les unités de recherche et de développement de la défense.

Deuxièmement, la politique de colonisation et les guerres militaires régulières contre Gaza. La population palestinienne est un excellent terrain d'entraînement pour l'industrie de la sécurité. Les derniers gadgets de sécurité ou les dernières techniques d'attaque sont testés sur eux. En d'autres termes, il s'agit d'un armement "testé au combat". Les guerres à Gaza sont d'excellents "exercices pratiques" pour les armes et les drones les plus récents du complexe militaro-industriel israélien.

Israël compte actuellement quelque 600 entreprises qui exportent des technologies et des services de sécurité. Chaque année, elles exportent pour plus de 12 milliards de dollars d'armes (soit l'équivalent de 2,6 % du PIB). Le bilan de ces livraisons d'armes fait froid dans le dos.

Israël a vendu des armes au gouvernement sud-africain de l'apartheid en 1975 et a même accepté de fournir des têtes nucléaires.

Du napalm et d'autres armes ont été fournis au Salvador pendant les guerres anti-insurrectionnelles de 1980-1992, qui ont tué plus de 75 000 civils (sur une population de 5 millions d'habitants). Des balles, des fusils et des grenades israéliens ont été utilisés durant le génocide rwandais, qui a fait au moins 800 000 morts. En septembre 2023, Israël a livré des drones, des roquettes et des mortiers à l'Azerbaïdjan pour sa campagne visant à reprendre le Haut-Karabakh et à déplacer 100 000 Arméniens.

Il ne s'agit pas seulement d'exportations d'armes. Depuis sa création, Israël a soutenu toute une série de régimes de droite et de dictatures militaires. L'armée israélienne a mis son expérience et son expertise à la disposition des régimes les plus brutaux de l'époque : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Venezuela.

La participation la plus sanglante a eu lieu au Guatemala. Israël a participé en coulisses à l'une des campagnes contre-révolutionnaires les plus violentes que l'hémisphère occidental ait connues depuis la conquête. Plus de 200 000 personnes, pour la plupart des Indiens, ont trouvé la mort au cours de cette opération.

Pendant la guerre civile syrienne, Israël a collaboré avec des combattants djihadistes d'Al-Qaïda et de l'État islamique. Ils pouvaient notamment compter sur un traitement médical en Israël.

Pourquoi des amis si proches ?

Compte tenu de tout ce discrédit, on pourrait s'attendre à ce que les États-Unis et l'Occident traitent Israël comme un État paria. Or, c'est tout le contraire qui se produit. Depuis sa création, Israël est le principal bénéficiaire de l'aide étrangère américaine. Au total, il a reçu quelque 300 milliards de dollars d'aide économique et militaire.

En 1989, les États-Unis ont accordé à Israël le statut d'"allié majeur non membre de l'OTAN", ce qui lui a permis d'avoir accès à des systèmes d'armement complets. Israël a été le premier pays à recevoir des avions de combat F-35 fabriqués par les États-Unis, les plus avancés au monde. Les États-Unis ont également contribué au financement et à la production d'Iron Dome, le système de défense antimissile d'Israël.

Quoi qu'il en soit, le soutien extrêmement généreux de Washington a fait d'Israël la plus grande puissance militaire de la région, sans conteste. Même les génocides et les crimes de guerre qui se succèdent n'empêchent pas l'argent de rentrer. Au contraire, après la guerre contre Gaza, la Maison Blanche a approuvé un programme d'aide massif de 14,5 milliards de dollars.

Si les États-Unis exercent une pression politique sur Israël, par exemple pour autoriser une plus grande aide humanitaire, c'est uniquement pour des raisons purement électorales de M. Biden et pour sauver la face autant que possible aux yeux de l'opinion publique mondiale.

Les liens avec l'Europe sont par ailleurs forts. Israël a conclu un accord de partenariat économique avec l'Union européenne, qui est également son principal partenaire commercial. La collaboration scientifique est intense. "Horizon Europe" est le principal programme de financement de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation en Israël, avec un budget de 95,5 milliards d'euros sur une période de sept ans.

Après tout, l'Europe est aussi un important fournisseur d'armes à Israël. Près d'un quart des armes importées par l'État juif proviennent d'Allemagne et d'Italie. Après la guerre de Suez en 1956, la France a fourni une assistance nucléaire à Israël, lui permettant de devenir une puissance nucléaire.

Après l'assassinat de 224 travailleurs humanitaires, d'au moins 93 journalistes, de plus de 13 000 enfants et de 8 400 femmes, et la famine de plus de deux millions de civils, il n'y a toujours aucun signe de sanctions de la part de l'Europe. Quelles autres atrocités Israël devrait-il commettre avant que l'Europe n'agisse ? Beaucoup de bruit pour rien de la part de l'Europe. Des armes continuent de quitter les ports européens à destination d'Israël et l'État sioniste peut participer sans problème au concours de l'Eurovision.

La question se pose alors de savoir pourquoi les États-Unis et l'Occident continuent de soutenir inconditionnellement un régime terroriste. La raison principale n'est pas très éloignée et a trait à la situation hautement stratégique de l'État juif. Israël est situé au Moyen-Orient, une région où se trouvent 48 % des réserves pétrolières d'Israël et 40 % de ses réserves de gaz.

Cette région relie également l'Europe à l'Asie et est cruciale pour le commerce international. Environ 30 % de tous les conteneurs maritimes du monde passent par le canal de Suez, situé à proximité. La région est aussi cruciale pour les nouvelles routes de la soie de la Chine ou son équivalent, le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC).

Israël peut être considéré comme une base militaire avancée des États-Unis avec un partenaire très fiable, qui aide à garder cette région stratégique sous contrôle. Récemment, Robert F. Kennedy Jr, neveu du président John F. Kennedy, s'est exprimé de manière tranchante : "Israël [...] est presque comme un porte-avions au Moyen-Orient.

Israël est le gendarme de la région. Depuis sa création, Israël a mené avec succès plusieurs guerres contre les États arabes voisins. L'armée israélienne mène régulièrement des raids ou des attaques contre des pays et des groupes qui ne sont pas favorables à l'Occident : Syrie, Irak, Liban et Iran.

Dans le passé, Washington pouvait compter sur trois autres alliés (l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie) pour mener à bien son programme géopolitique dans la région. Depuis 1979, il a perdu le soutien de l'Iran et, ces dernières années, l'Arabie saoudite et la Turquie ont suivi une voie de plus en plus indépendante. Israël reste donc le seul allié irremplaçable dans cette région charnière. Il convient de rappeler qu'Israël est également le seul pays du Moyen-Orient à disposer de l'arme nucléaire. Cela explique pourquoi l'État juif peut se livrer à presque n'importe quoi et agir dans une impunité presque totale.

Farce

Si l'on en croit les dirigeants occidentaux, leurs politiques sont fondées sur des valeurs et de bonnes intentions. Selon ses propres termes, Joe Biden fonde ses relations extérieures sur « *la défense des droits universels, le respect de l'État de droit et le traitement de chacun avec dignité* ». Le traité sur l'Union européenne stipule que l'Union est fondée sur des valeurs telles que « *le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et le respect des droits de l'homme* ».

Au vu de la manière dont les États-Unis et l'Europe traitent Israël et Cuba, il s'agit d'une farce. Le soi-disant "ordre international fondé sur des règles" est un écran de fumée qui cache la réalité : de purs intérêts économiques et géostratégiques.

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim ne s'en cache pas : « *La tragédie déchirante qui continue de se dérouler à Gaza a révélé la nature égoïste de l'ordre international fondé sur des règles tant vanté* »

Le traitement très différent de Cuba et d'Israël illustre la faillite morale de l'ordre occidental, un ordre qui est de moins en moins pris au sérieux dans le Sud. Les relations Nord-Sud sont en train de basculer, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan idéologique. Une nouvelle ère s'ouvre.

***Marc Vandepitte** est un philosophe et économiste belge, il est l'auteur de nombreux livres sur les relations Nord-Sud, l'Amérique latine, Cuba et la Chine.

Traduit du néerlandais pour Rebelion par Sven Magnus
Rebelion 20 Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
25 Avril 2024

Suite de la page (8)

eu une réunion avec les dirigeants de la CARICOM le samedi 9 mars. Ce n'était pas une réunion pour avoir leur faveur. Nous avons révélé notre plan reposant sur un Conseil Présidentiel de trois membres. Nous ne sommes pas des insensés.

Nous avons renversé le gouvernement parce qu'il encourage le kidnapping, augmente le niveau de l'insécurité, un gouvernement corrompu. Je ne comprends pas comment la CARICOM peut nous proposer de nous asseoir avec les représentants de ce même gouvernement avec qui on avait refusé toute négociation. Nous avons la maturité politique, nous allons déjouer ce projet. Nous prendrons le destin de notre pays en main avec les autres leaders pour que notre Conseil Présidentiel de trois membres avance » claironnait dans les médias Jean Charles Moïse avant son spectaculaire revirement.

Rappelons que, dès l'annonce de la démission d'Ariel Henry, l'ex-Maire de Milot, en association avec son nouvel allié Guy Philippe, avait prétendu qu'il avait composé un Conseil Présidentiel de 3 membres dont un juge de la Cour de cassation en tant que Président pour gérer la transition jusqu'à l'élection d'un Président de la République. Il avait même publié la liste des 3 membres de son Conseil présidentiel : le juge Durin Junior Duret (Président), Guy Philippe (membre) et Françoise Saint-Vil Villier (membre). Mais, coup de théâtre! Sans même avertir son ami, Guy Philippe, paraît-il, Jean Charles Moïse annonçait avoir rejoint le processus de désignation des membres du Conseil Présidentiel de Transition.

Et il le fait à la demande d'un *« grand pays »*, dont il tairait le nom, qui lui aurait demandé de débloquer la situation puisque les dirigeants de la CARICOM lui ont signifié que, par son refus d'intégrer le CPT, le Conseil des ministres haïtien n'a pas pu se réunir pour statuer et se prononcer sur le statut du Conseil Présidentiel de Transition. En évoquant ce mystérieux *« grand pays »* qui lui aurait demandé de rejoindre cette nouvelle instance qui devrait prendre en charge le pays, Jean-Charles Moïse sait pertinemment que tout le monde penserait automatiquement à la Russie dont il se vante être en relation avec les autorités. Dans la foulée, l'ancien candidat à la présidence d'Haïti annonça que son parti a répondu favorablement aux conseils de ce *« grand pays »* et qu'une organisation proche du parti Pitit Dessalines, le Réseau National des Paysans, avait désigné un homme de loi du Cap-Haïtien, le juge Emmanuel Vertilaire, pour représenter le Parti Pitit Dessalines dans cette nouvelle instance politique devant se charger de la gestion politique de la transition.

Ainsi, avec ce dernier arrivé dans le groupe, la Communauté internationale - la CARICOM - a atteint son premier objectif qui était, depuis longtemps : de rassembler tous les protagonistes de la crise et de la transition première partie dans un seul groupe. C'était le but premier de Washington dès le Tweet du Core Group en juillet 2021 qui avait confirmé Ariel Henry dans son rôle de Premier ministre et chef de la transition. L'on se rappelle que c'était la principale démarche de la CARICOM durant les différents séjours effectués par les émissaires qu'on appelait Groupe d'Éminentes Personnalités (GEP) de la CARICOM qui était composé des anciens Premiers ministres Dr Kenny D. Anthony (Sainte Lucie), Perry Christie (Bahamas) et Bruce Golding (Jamaïque). (**A suivre**)

C.C

Afrique du Sud : Syndicat proteste contre des pertes d'emplois dans les mines d'or





Des centaines de travailleurs membres du National Union of Mineworkers (NUM) ont défilé et déposé une pétition à la compagnie minière multinationale Sibanye Stillwater pour protester contre la perte massive d'emplois

Le 11mai, des centaines de travailleurs membres du National Union of Mineworkers (NUM) ont défilé et déposé une pétition à la compagnie minière multinationale Sibanye Stillwater pour protester contre la perte de 4.022 emplois dans ses sites d'exploitation.

Le défilé a eu lieu à Carletonville, près de Johannesburg, et fait suite à l'envoi de préavis de licenciement à 3.107 travailleurs permanents et à 915 contractuels. Pour le NUM, ces pertes d'emplois vont accabler des mineurs dont dépendent des familles de parfois dix personnes.

Le syndicat se dit surpris que ces licenciements surviennent alors que le cours de l'or est élevé et que Sibanye Stillwater, cotée aux bourses de Johannesburg et de New York, verse des millions de dollars en salaire et primes à son CEO, Neal Froneman. Il a par exemple touché 291millions de rands (15,8 millions $) en 2021, 198 millions de rands (10.8 millions $) en 2022 et 56 millions de rands (3 millions $) en 2023. Selon le NUM, ces sommes sont trop importantes pour une entreprise invoquant des difficultés financières pour justifier les licenciements. *« Sibanye Stillwater licencie chaque année pour réduire ses coûts et engranger de plantureux bénéfices au détriment des mineurs, et cela alors même que les cours de l'or sont au plus haut. Nous nous étonnons qu'ils aient été annoncés juste avant l'ouverture des négociations salariales avec la direction »* a dit Mpho Phakedi, secrétaire général faisant fonction du NUM.

Le NUM, qui est affilié à IndustriALL Global Union, indique que depuis des années, certains puits de Sibanye Stillwater sont à l'arrêt pour "*entretien et maintenance*", une excuse pour justifier les licenciements, et le syndicat prie les ministères des Ressources minérales et de l'énergie (DMRE) et de l'Emploi et du travail d'enquêter sur cette pratique. Le NUM juge aussi que le gouvernement doit appliquer le principe "*sans utilisation, disparition*" aux permis d'exploitation que détient la multinationale.

Le NUM s'inquiète aussi de ce que Sibanye Stillwater figure parmi les pires compagnies minières d'Afrique du Sud en matière de santé et de sécurité, alors que huit mineurs ont été tués dans des accidents miniers sur ses sites en 2023. Le syndicat attribue cette situation au non-respect de la Loi sur la santé et la sécurité dans les mines, aggravé encore par une inspection du travail inefficace de la part du DMRE dont le nombre d'inspecteurs est inférieur aux nécessités. *« Sibanye Stillwater doit penser sérieusement au gagne-pain des travailleurs avant de se lancer dans des licenciements massifs. Le sort des travailleurs et des communautés doit être mis au premier plan avant de fermer une mine. Les multinationales minières ne doivent pas être guidées uniquement par le profit, mais aussi par des considérations environnementales, sociales et de gouvernance,* » a pour sa part déclaré Glen Mpufane, le directeur d'IndustriALL en charge des mines.

Dans un message de solidarité au NUM, la section 11-0001 de l'United Steelworkers (USW), un syndicat américain affilié à IndustriALL, écrit : *« Ce traitement d'une main-d'œuvre qualifiée et dévouée par Sibanye Stillwater en Afrique du Sud est déplorable. Nous tenons à exprimer nos préoccupations ainsi que notre soutien devant la situation troublante dans laquelle Sibanye les a mis. »*

IndustriALL
16 mai 2024

L'Iran tout entier rend hommage au président Raïssi



La cérémonie funéraire du président Ebrahim Raïssi et ses compagnons, le 21 mai 2024. ©Hawzah News



Le président iranien Ebrahim Raïssi, son ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian et d'autres membres de la délégation présidentielle sont tombés en martyr.

Des millions de personnes ont pris part à un cortège funèbre massif pour le président iranien Ebrahim Raïssi et ses compagnons dans la ville de Tabriz, dans le nord-ouest de l'Iran.

La cérémonie funéraire a débuté, le mardi matin 21 mai, attirant une foule immense. Les personnes en deuil ont défilé aux côtés des cercueils drapés du drapeau national iranien.

Les participants ont scandé des slogans pour prêter allégeance au Leader de la Révolution islamique, l'honorable Ayatollah Seyyed Ali Khamenei, ainsi qu'aux principes de la Révolution islamique d'Iran, avant de promettre de rester fermes face aux ennemis.

Les personnes en deuil se sont ensuite rassemblées dans le Mosalla Imam Khomeini de Tabriz. S'exprimant lors de la cérémonie, le ministre iranien de l'Intérieur Ahmad Vahdidi a déclaré que l'Iran pleurait la perte d'un président bien-aimé, populaire et humble.

De même, la nation iranienne est attristée par la mort d'un ministre des Affaires étrangères qui a laissé en héritage une diplomatie active sur la scène internationale concernant les questions liées à la Résistance, a ajouté Vahidi.

Il a également salué les efforts constructifs du défunt gouverneur de la province de l'Azerbaïdjan de l'Est, Malek Rahmati, ainsi que de l'imam de la prière de vendredi de Tabriz, Mohammad-Ali Al-e Hashem.

Un autre cortège funèbre pour le président Raïssi et ses compagnons est prévu mardi soir dans la ville de Qom, au sud de la capitale, qui abrite le sanctuaire de la vénérée Massoumeh, sœur de l'Imam Reza (béni soit-il).

Selon certaines informations, le corps de l'imam de la prière de vendredi de Tabriz sera inhumé jeudi à Tabriz, tandis que celui du gouverneur de l'Azerbaïdjan de l'Est sera enterré dans la ville de Maragheh le même jour.

L'hélicoptère transportant le président Raïssi et ses compagnons s'est écrasé dimanche dans l'après-midi alors qu'il se dirigeait vers Tabriz, la capitale de l'Azerbaïdjan de l'Est, depuis un endroit situé à la frontière avec la République d'Azerbaïdjan où le président iranien avait assisté à l'inauguration d'un projet de barrage commun sur la rivière Aras.

Les équipes de secours ont retrouvé l'épave de l'hélicoptère lundi matin, après des heures de recherches massives auxquelles ont participé plus de 70 équipes. Le ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian, deux hauts responsables provinciaux ainsi que des membres d'équipage et des gardes du corps sont également tombés en martyr dans cet incident tragique.

PressTV 21 mai 2024

Kanaky : des milices de colons armés tuent plusieurs habitants



Cette photo montre un colon qui a braqué son fusil à lunette derrière un grillage prêt à tirer

Des milices de colons blancs, souvent cagoulés, équipés de fusils à lunette ou de fusils à pompe. Ce sont les images effrayantes qui nous arrivent de Nouvelle-Calédonie/Kanaky ces derniers jours. Ces groupes armés s'organisent par quartier, et certains ouvrent le feu. Trois Kanaks ont ainsi été abattus.

Ce territoire du Pacifique est surarmé. Selon les autorités, 64.000 armes sont déclarées et autant circulent illégalement, soit près de 130.000 armes pour 272.000 habitants. Cette situation folle est le fruit d'une décision des autorités locales en 2011, visant à faciliter, la possibilité de s'armer pour les blancs surnommés les «caldoches». Seuls une carte d'identité ou un permis de chasse sont exigés pour se procurer une arme, et les quotas de munitions ont été supprimés. Cette mesure a provoqué une explosion des achats dans les armureries. Une décision irresponsable et criminelle.

Depuis deux jours, trois Kanaks ont donc été assassinés. Deux hommes de 19 et 36 ans et une adolescente de 17 ans. L'un des défunts s'appelait Djibril Saïko Salo et était en première année de BTS. Le CCAT – Cellule de coordination des actions de terrain – qui représente les indépendantistes Kanaks détaille «les conditions dans lesquelles (il) a été abattu» et explique qu'il a été «abandonné sur la route comme s'il s'agissait d'une vulgaire bête sauvage, ou pire, d'un criminel récidiviste». Le collectif ajoute : *«Le caractère ignoble et volontaire de cet acte, nous le qualifions sans ambiguïté de meurtre avec préméditation, avec volonté assumée de laisser son cadavre exposé sur la chaussée en guise certainement de message à ceux qui veulent suivre son exemple»*.

Une photo montre un colon : braquer son fusil à lunette derrière un grillage prêt à tirer. Une vidéo, authentifiée par Le Monde montre un homme blanc tirant délibérément en direction de deux jeunes Kanak marchant sur la route à Nouméa. D'autres témoignages évoquent des expéditions punitives de colons.

Enfin, un gendarme a été tué par un tir qualifié "d'accidentel" par les médias. Les autorités disent pudiquement qu'il ne "s'agit pas d'un tir ennemi". C'est donc la balle d'un autre gendarme ou d'un milicien qui a coûté la vie à cet homme.

En parallèle à cette violence paramilitaire, l'état d'exception est décrété dans l'archipel. Le gouvernement vient d'assigner à résidence cinq indépendantistes du CCAT, et les autorités envisagent de dissoudre le collectif. Gabriel Attal a annoncé le déploiement de l'armée en Nouvelle-Calédonie et interdit l'accès au réseau social Tiktok.

Ainsi, les milices et les forces régulières de la République française assurent, ensemble, la répression coloniale. Par son mépris et sa violence, le gouvernement Macron a fait voler un lent et fragile processus de paix en Kanaky. Et plusieurs vies ont déjà été volées.

Contre Attaque
16 Mai 2024

Burkina, Mali et Niger finalisent leur projet de confédération

Par Infos d'Alahed

Les chefs de la diplomatie du Mali, du Burkina Faso et du Niger se sont rencontrés le 17 mai à Niamey pour «finaliser» le projet de texte sur la Confédération de l'Alliance des États du Sahel qui devrait être adopté par les chefs d'État «dans les prochaines semaines».

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont finalisé à Niamey un projet de texte créant la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), que les chefs d'État de ces trois États dirigés par des régimes militaires devraient adopter ces «prochaines semaines».

Une rencontre a réuni vendredi dans la capitale nigérienne Abdoulaye Diop, Karamoko Jean-Marie Traoré et Bakary Yaou Sangaré, respectivement ministre des Affaires étrangères du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Elle avait «pour objectif de finaliser le projet de texte relatif à l'institutionnalisation et à l'opérationnalisation de la Confédération Alliance des États du Sahel (AES)», a expliqué Sangaré, lisant le communiqué final à l'issue de la réunion.

Ce projet de texte, dont le contenu n'est pas divulgué, sera «soumis aux chefs d'Etat (des trois États) pour adoption dès les prochaines semaines», assure t-il. «*Nous pouvons considérer très clairement, aujourd'hui, que la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES) est née*», a déclaré Abdoulaye Diop à l'issue d'une audience avec le général Abdourahamane Tchiani, le chef du régime militaire nigérien.

Rupture avec la CEDEAO et Paris

Burkina Faso, Mali et Niger, d'anciennes colonies françaises, ont tourné le dos à Paris et dénoncé l'ingérence de la France dans leurs affaires intérieures, avant de créer en septembre dernier l'AES.

Le Liptako-Gourma, l'espace géographique qui couvre l'AES, est ravagé par des récurrentes attaques terroristes meurtrières depuis des années.

Ces trois pays ont annoncé fin janvier qu'ils quittaient la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une organisation qu'ils jugent instrumentalisée par la France, indiquant que leur décision était «irréversible».



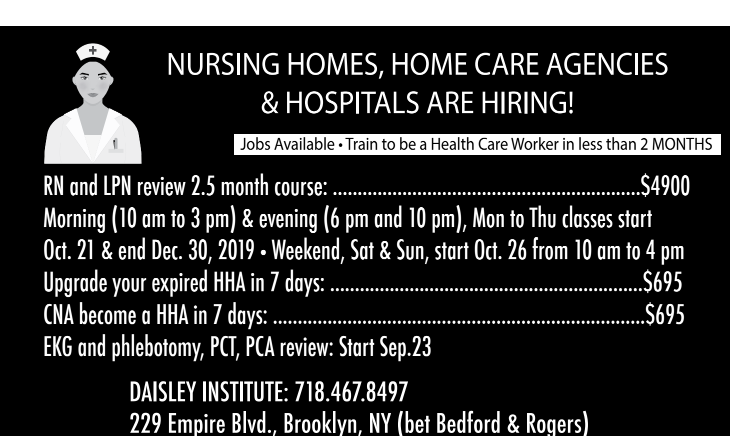
Réunion des chefs de la diplomatie du Mali, du Burkina Faso et du Niger le 17 mai à Niamey

Infos d'Alahed
Réseau International
19 mai 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com





Investment Opportunity

126 N. 3rd Street, Douglas, Wyoming

Sale info: 800-536-1401



10,900 SF Retail Bar & Grill with Brewery Equip.

TURN-KEY OPERATION

Online Auction May 1-31

Bid FREE w/ Promo WESTBID24 auctionsinternational.com

*INTERESTED IN BECOMING A SALES REP? 800-536-1401 X 401



ATTORNEY



INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

Save on Windows and Doors!

Buy One, Get One **40% OFF** ALL WINDOWS AND DOORS

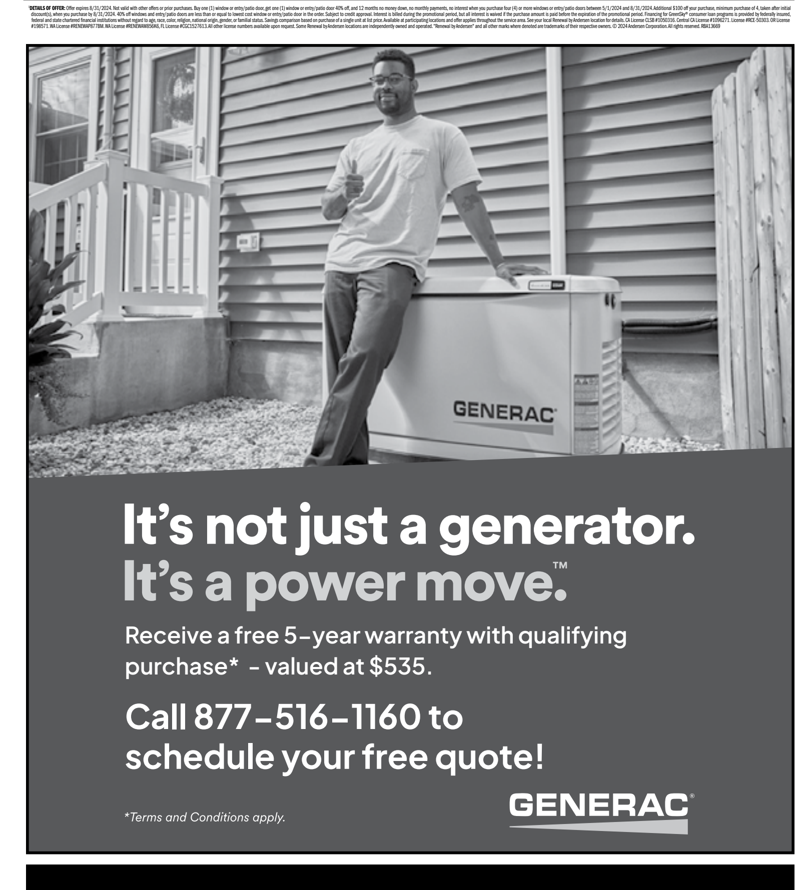
AND Take an Extra **$100 OFF** YOUR ENTIRE PURCHASE

AND Affordable Financing! **NO Money Down, NO Monthly Payments, NO Interest** for 12 months

Minimum purchase of 4 – interest accrues from the date of purchase but is waived if paid in full within 12 months.

RENEWAL by ANDERSEN FULL-SERVICE WINDOW & DOOR REPLACEMENT

Call by August 31 to schedule your FREE consultation. **888-610-7738**





AUCTIONS



INVESTMENT OPPORTUNITY ONLINE AUCTION: 5/1-5/31 Bar & Grill with Brewery Equipment. 126 N. 3rd Street, Douglas, Wyoming. 10,900 SF Retail, TURN-KEY OPERATION! Sale Info: 800-536-1401, x.401 AuctionsInternational.com Promo code: WESTBID24

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by:

Que retenir de la visite de Jean-Luc Mélenchon au Sénégal ?



Ousmane Sonko et Jean-Luc Mélenchon

Par Diagne Fodé Roland

Cette visite fait couler beaucoup d'encres, certaines dubitatives, d'autres vénéneuses ou optimistes.

Les vénéneux se remémorant Mitterrand, qui est un mentor de Mélenchon, se demandent s'il ne s'agit pas d'une nouvelle opération de charme de l'impérialisme françafricain en difficulté qui modélise la « *révolution citoyenne dans les urnes* » souverainiste au Sénégal pour l'éloigner de la « révolution militaro-politique » souverainiste des pays de l'AES ?

Mitterrand n'a-t-il pas été ministre de l'intérieur et de la justice socialiste de la France coloniale lors des crimes génocidaires de guerre en Algérie, des massacres génocidaires contre l'UPC au Cameroun et avec Houphouët Boigny et Senghor sous l'égide du socialiste Gaston Defferre de « la loi cadre » qui a balkanisé l'AOF et l'AEF en futurs États indépendants néocoloniaux ?

N'est-ce pas le même Mitterrand socialiste qui a initié la conférence de la Baule du « vent d'est démocratique » qui a produit les démocratures présidentialistes pour voiler la recolonisation économique de l'Afrique par les plans libéraux d'ajustement structurel qui ont bradé les secteurs clefs stratégiques aux Firmes monopolistes principalement françaises dans la téléphonie, l'eau, l'électricité, les chemins de fer, les ports, les côtes maritimes, les mines, le foncier, etc condamnant ainsi notre jeunesse à l'émigration piroguière meurtrière et à l'esclavage moderne sans papiers ?

Les dubitatifs se demandent si ce coup de main réciproque entre l'altermondialiste antilibéral, anti-raciste, antifasciste, antiguerre en France, JL Mélenchon, de la « révolution citoyenne » et le patriote souverainiste O. Sonko du Sénégal va bénéficier à la fois aux peuples français et sénégalais, si cela ne va pas braquer radicalement les impérialistes françafricains, eurafricains et usafricains. Ces sceptiques qui sont nombreux dans l'intelligentsia sénégalaise et africaine allèguent la force des impérialistes dont ils ne voient pas clairement l'affaiblissement en cours, cherchent à préserver leur niveau de vie de « classes moyennes » même s'ils se plaignent de la vie toujours plus chère, de l'accaparement impérialiste et restent prisonniers de l'habitude de la soumission mentale consciente ou inconsciente à la domination. Ils ne croient pas au Sénégal, à l'Afrique libres et indépendants.

Les optimistes voient que ce sont deux leaders et partis qui prônent des alternatives antilibérale pour JL Mélenchon et la LFI d'une part et souverainiste pour O. Sonko et Pastef/Les patriotes d'autre part et porteuses d'un internationalisme entre peuples.

En effet, en France JL Mélencon apparaît comme le leader le plus en verve contre la négrophobie, l'arabophobie, l'islamophobie de la quasi totalité de la classe politique de droite, de gauche de plus en plus alignée sur l'extrême droite fasciste. Lui et ses mouvements LFI et UP se sont révélés comme la vraie force significative résistante avec certains syndicats comme la CGT contre les crimes policiers racistes, contre la répression de la solidarité avec la Palestine génocidée par les sionistes, la révolte sociale des Gilets jaunes, les luttes syndicales et JL Mélenchon représente 22 % de l'électorat français. Il prône l'unité du peuple de France contre les divisions racialistes et la société d'apartheid qu'instaure sans le dire le racisme d'État bourgeois préfiguration de la réédition de l'État raciste fasciste pétainiste.

Cette visite inaugure l'élan internationaliste nécessaire entre les peuples du Nord et du Sud, entre les peuples des pays impérialistes oppresseurs et pays néocoloniaux opprimés venant compléter le panafricanisme souverainiste en Afrique.

La franchise dans les débats où rien n'est tabou, y compris les divergences, est une manifestation du changement du contexte par rapport à la période de la tromperie Mitterrandienne et du renouvellement en cours des classes politiques au Sénégal et en Afrique qu'ont inauguré les discours et politique souverainistes des pays de l'AES prolongés par la victoire dans les urnes au Sénégal.

Ayons confiance en nous dans la lutte pour cette seconde phase de libération africaine et dans notre capacité à maintenir le cap de la conquête de notre souveraineté nationale et panafricaine tout en différenciant Etats dominateurs et peuples de ces pays.

Sachons aussi avoir une lecture matérialiste dialectique scientifique du rapport réel des forces dans la lutte de nos peuples pour l'indépendance nationale et panafricaine, lecture qui doit nous éviter le piège attrape-nigaud des impérialistes US/UE/OTAN, françafricain, eurafricain et usafricain présentant les BRICS comme un nouvel impérialisme équivalent. C'est là une insulte prenant nous autres Africains pour des enfants ayant toujours besoin d'un maître.

L'affirmation sans concession de notre souverainisme ne peut être antinomique avec notre capacité à définir des tactiques d'alliance tenant compte du rapport des forces du moment pour aller vers notre but stratégique l'alternative souverainiste nationale et panafricaine.

A bon entendeur, salut !

18 mai 2024

Saviez-vous que des professeurs d'histoire de 70 ans menacent la sécurité nationale de l'Amérique?


L'historien et professeur Ilan Pappe

Par Ilan Pappe*

Nous apprenons que l'historien Ilan Pappe, a été retenu lundi par le FBI à l'aéroport de Détroit. Il a été interrogé sur ses opinions sur Gaza, sur le Hamas, sur ses amitiés arabes et musulmanes, etc. Critiquer Israël vous expose, vous incrimine… Nous l'avons appris à nos dépens. ASI

Ilan Pappe raconte: « Saviez-vous que des professeurs d'histoire vieux de 70 ans menacent la sécurité nationale de l'Amérique? »

« Je suis arrivé lundi à l'aéroport de Detroit et j'ai été soumis à une enquête de deux heures par le FBI, qui a également pris mon téléphone.

Les deux hommes de l'équipe n'ont pas été injurieux ou impolis, je dois dire, mais leurs questions étaient vraiment hors du commun !

Suis-je un partisan du Hamas ?

Est-ce que je considère les actions israéliennes à Gaza comme un génocide ? Quelle est la solution au "conflit" (sérieusement, c'est ce qu'ils m'ont demandé !)?

Qui sont mes amis arabes et musulmans en Amérique ?

Depuis combien de temps je les connais, quel type de relation j'ai avec eux.

Dans certains cas, je les ai renvoyés à mes livres, et dans d'autres, j'ai répondu laconiquement par oui ou par non… (j'étais assez épuisé après un vol de 8 heures, mais cela fait partie de la démarche).

Ils ont eu une longue conversation téléphonique avec quelqu'un, des Israéliens ? Et après avoir tout copié sur mon téléphone, ils m'ont autorisé à entrer.

Je sais que beaucoup d'entre vous ont vécu des expériences bien pires, mais après que la France et l'Allemagne ont refusé l'entrée au recteur de l'université de Glasgow parce qu'il était Palestinien… Dieu seul sait ce qui va se passer ensuite.

La bonne nouvelle, c'est que les actions de ce type menées par les États-Unis ou les pays européens sous la panique pure et le désespoir en réaction au fait qu'Israël deviendra très bientôt un État paria, avec toutes les implications d'un tel statut ».

*Ilan Pappe, sa famille réside en Israël et est professeur à l'université d'Exeter. Il était auparavant maître de conférences en sciences politiques à l'université de Haïfa. Il est l'auteur de The Ethnic Cleansing of Palestine, The Modern Middle East, A History of Modern Palestine : One Land, Two Peoples, Ten Myths about Israel.

Ilan Pappe 15 mai 2024
Arrêt sur info — 16 mai 2024

Arrestation de Layan Nassar, étudiante palestinienne chrétienne qui parle librement


Layan Nassar 23 ans, punie pour croire au droit d'expression et de défendre sa dignité. Les Palestiniens ne sont pas libres, soit détenus dans une petite cellule comme Layan, soit dans une prison à ciel ouver

Par Walid TAMTAM

Cette répression systématique des voix étudiantes est évidente vu le nombre stupéfiant d'étudiants détenus à la seule Université de Birzeit, avec environ 74 étudiants détenus au cours de l'année universitaire 2019-2020.

Layan Nassar est une jeune fille de 23 ans, diplômée l'année dernière de l'Université de Birzeit. Elle est maintenant nutritionniste et s'est retrouvée derrière les barreaux dans le cadre d'une nouvelle détention arbitraire. Layan a été arrêtée à son domicile le 7 avril à 4 heures du matin par les forces d'occupation israéliennes, et ce n'était pas la première fois, puisqu'elle avait déjà été détenue le 7 juillet 2021, puis relâchée le 26 août 2021. Les forces d'occupation qui ont violemment pris d'assaut la maison de sa famille n'ont donné aucune explication ou indication sur les charges retenues contre elle, ni même indiqué à la famille où elle serait détenue en captivité. On pense qu'elle est détenue dans la prison de Damon, à l'intérieur d'Israël, où l'accès est refusé aux organisations d'aide internationale telles que le Comité international de la Croix-Rouge.

L'arrestation de Layan s'inscrit dans un contexte où les étudiants sont pris pour cible en raison de leur engagement, comme le montre la déclaration du groupe d'experts de l'ONU sur l'emprisonnement illégal et arbitraire d'étudiants tels que Layan Kayed, Ruba Assi et Elia Abu Hijleh. Cette répression systématique des voix étudiantes est évidente, vu le nombre ahurissant d'étudiants détenus à la seule université de Birzeit, au nombre de 74 au cours de l'année universitaire 2019-2020. De nombreux jeunes prisonniers enlevés ont signalé des conditions d'hygiène et une qualité de nourriture médiocres, se voyant refuser la literie et les articles d'hygiène pour les femmes, et d'autres encore.

La situation est encore aggravée par le recours à la détention administrative, qui permet un emprisonnement prolongé sans inculpation ni procès. Cette pratique, critiquée par l'archevêque Justin Welby dans sa condamnation de l'arrestation la plus récente de Layan, viole les droits humains fondamentaux et sape les principes de justice. La condamnation par l'archevêque de la dernière détention de Layan fait écho aux critiques qu'elle a déjà formulées à l'encontre du traitement réservé par Israël aux Palestiniens, mettant en évidence la non-responsabilité et le non-respect des lois internationales.

Dans le monde entier, les prisons sont faites pour les criminels et les hors-la-loi violents. La plupart des gens dans le monde respectent la loi et l'ordre et croient en la responsabilité de quiconque commet un crime. Mais nous savons que de nombreux justes se sont retrouvés en prison : Jean-Baptiste, Jésus, les disciples, les saints et les militants des droits de l'homme. Layan est une autre belle personne punie pour avoir cru que son peuple avait le droit de s'exprimer et de défendre sa dignité. Les Palestiniens ne sont pas libres, certains sont détenus dans de petites cellules comme Layan, tandis que d'autres survivent dans une prison à ciel ouvert.

Alors que les chrétiens orthodoxes palestiniens célèbrent la fête de Pâques en espérant, grâce à leur foi, qu'un jour les murs de l'apartheid tomberont, Layan Nasser continue de voir ses rêves de l'autre côté des barreaux. Enlevée à l'époque de la Pâque catholique, elle reste l'une des nombreuses prisonnières palestiniennes capturées en cette Pâque orthodoxe.

Al Mayadeen 10 Mai 2024
Traduction: Spirit Of Free Speech
LGS 10 mai 2024